

FACE À FACE

L'accord de Charlottetown et le partage des pouvoirs

Le rapport Allaire sacrifiait les intérêts des citoyens à la symbolique nationaliste

DU POINT de vue du partage des compétences, l'entente du 28 août apporte des ajustements utiles, mais, heureusement, aucun chambardement. Rien n'indique qu'une dévolution massive de compétences offrirait aux Québécois de meilleurs services aux moindres coûts. On devrait même craindre l'inverse dans la plupart des cas. Depuis l'échec de Meech, presque toutes les familles politiques au Québec identifient les intérêts des Québécois au gonflement des responsabilités de leur seul gouvernement provincial, au nom du nationalisme. C'est là une grave erreur. Dans cette affaire, ce sont les besoins et les intérêts des citoyens qu'il faut rechercher, beaucoup plus que la symbolique « nationale ».

Parmi les ajustements utiles, il faut ranger au premier rang les dispositions concernant la main-d'œuvre. C'est d'ailleurs le seul secteur où le transfert de compétence était demandé sur une base technique dénuée de toute rhétorique nationaliste. L'entente du 28 août va permettre une meilleure harmonisation des programmes dans ce domaine, sans entraver l'action redistributive du gouvernement fédéral. Meilleure harmonisation aussi dans le domaine de la culture où la maîtrise d'œuvre va permettre une coordination plus efficace — des musées par exemple —, sans nuire à l'excellence reconnue des institutions fédérales.

Le Québec se voit aussi confirmer le rôle premier en tout ce qui touche l'accueil et l'intégration des immigrants en milieu québécois. Les négociations vont mener à une clarification des rôles en matière de développement régional et de télécommunications et permettre que le retrait du fédéral dans six autres secteurs s'opère dans de bonnes conditions. Par exemple, il faut faire en sorte que la responsabilité provinciale exclusive en matière de tourisme ne prive pas cette industrie du rayonnement international du gouvernement canadien. Enfin, le pouvoir fédéral de dépenser, reconnu par la Cour suprême, sera mieux encadré.

Le chambardement prévu dans le rapport Allaire a été évité et c'est une bonne chose pour les citoyens du Québec qui profitent de la présence fédérale. Qu'ils y gagnent sur le plan du financement, cela est bien connu dans les domaines social et culturel, mais on sait moins que c'est aussi le cas dans d'autres secteurs, tel le développement régional. Mais ils y gagnent aussi sur le plan de la qualité des services. L'action du gouvernement fédéral dans les domaines du social et de l'environnement, par exemple, est nécessaire pour empêcher que des provinces attirent les investisseurs par des normes moins exigeantes.

Les 22 points énumérés dans le rapport Allaire ont été réclamés sans examen sérieux des programmes, en sacrifiant les intérêts des ci-

toyens à la symbolique « nationale ». Il est temps de rappeler aux Québécois qu'Ottawa est aussi leur gouvernement. Un gouvernement qui n'a d'ailleurs rien d'envahissant, le Canada étant déjà la démocratie la plus décentralisée au monde. De tous les gouvernements centraux de l'OCDE, Ottawa est le seul qui dispose de moins de la moitié des revenus prélevés par l'ensemble des paliers de gouvernements d'un pays. Ottawa est le seul gouvernement fédéral à redistribuer une part importante de ses revenus sans condition aux provinces, notamment par la péréquation. En comparaison, presque toutes les subventions du gouvernement fédéral américain à ses États sont assorties de conditions strictes, tandis que la fédération suisse est très réglementée par son gouvernement central.

La principale critique économique formulée par le camp du NON contre l'entente du 28 août concerne les fameux chevauchements de programmes, dénoncés comme une source de gaspillages et d'incohérences. On prétend que l'élimination de ces chevauchements aurait permis des « milliards \$ » d'économie tout en améliorant les services à la population. C'est là une idée reçue, partagée jusque dans le camp du OUI, qui est inexacte pour deux raisons.

Premièrement, le fait que les deux ordres de gouvernement soient pré-



Stéphane Dion

Professeur, Département de science politique de l'Université de Montréal

ne font pas les mêmes choses, ils ne livrent pas les mêmes services, ou alors pas aux mêmes catégories de personnes.

On affirme aussi que les chevauchements génèrent des dépenses administratives anormalement élevées. Pourtant, la consommation finale des administrations en proportion du P.I.B. est au Canada inférieure à certains pays unitaires comme la Grande-Bretagne, qui paient cher leurs grosses bureaucraties centralisées, sources de gaspillage et de sérieux problèmes de coordination.

Il ne faut pas penser que le pré est toujours plus vert chez le voisin, ni croire au Père Noël en matière de finances publiques. Pour économiser des milliards, il faudra couper du-

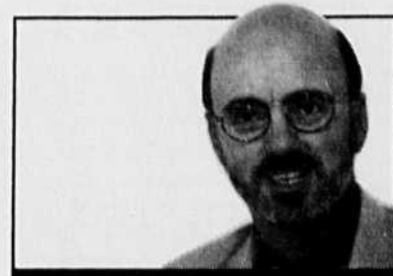
L'entente remet en cause la modernité québécoise issue de la Révolution tranquille; le pouvoir du Québec est en régression

EUREKA ! J'ai trouvé ! Cela faisait dix fois que je lisais et relisais les dispositions de l'entente de Charlottetown sur le partage des pouvoirs. Ottawa se retire des champs de compétences provinciaux; Ottawa ne se retire pas. Ces champs deviendront exclusivement provinciaux; ils resteront partagés. Quelle confusion !

Puis, tout d'un coup, j'ai compris. J'étais si empêtré dans ma vision québécoise traditionnelle du Canada, je voulais tellement voir dans l'entente un embryon de réponse à cette vision que j'étais incapable de voir ce qui crève les yeux et que j'enseigne chaque année à mes étudiants de science politique. Dans l'esprit du rapport de la Commission d'enquête Rowell-Sirois (1940), l'entente de Charlottetown reprend tout simplement, là où on l'a laissée en 1960, le « Cooperative Federalism » qui marqua tout l'après-guerre au Canada,

nous font revenir au vieux Québec canadien-français d'avant 1960, la « division des rôles et des responsabilités » de Charlottetown pousse dans le même sens. Ce qui est remis en cause ici, c'est la modernité québécoise issue d'une Révolution tranquille que le pays est en train de nous confisquer.

Mettions cartes sur table : je désire le maintien du Canada. La majorité des Québécois tiennent à des liens non seulement économiques mais aussi politiques avec le reste du pays. En conséquence, le gouvernement du Québec ne saurait posséder tous les pouvoirs. Un transfert massif comme celui du rapport Allaire n'est pas réaliste, et pas seulement parce qu'il s'appliquerait à toutes les provinces. Cela dit, l'avenir du fait national québécois dans ce qu'il a de moderne et de positif dépend du maintien d'un pouvoir dynamique, spécifiquement québécois.



Christian Dufour

Avocat, associé à l'Institut de recherches en politiques publiques

juste à réaliser les conséquences de la perte de pouvoir essuyée en 1982.

Jusqu'à présent, le pouvoir québécois a pu s'exercer avec efficacité non seulement à Québec, mais aussi à Ottawa. Radio-Canada l'a prouvé, comme le *French Power* en général. Le problème, ici, ce n'est pas le passé, mais bien l'avenir. Dans un Canada où le Québec est en régression sur le plan démographique, où la dualité canadienne partage la scène avec les trois peuples fondateurs, l'égalité des provinces, l'union économique, le pacte social et la Charte des droits, il n'est pas réaliste d'espérer le maintien intégral du pouvoir québécois à Ottawa. Ce qu'il faut, c'est prendre la juste mesure de cette perte d'influence inévitable et de faire en sorte qu'elle soit compensée par un vrai transfert de responsabilités à Québec.

Or — c'est la grande lacune de Charlottetown — il n'y a absolument aucun déblocage dans l'entente en ce qui touche la cruciale question de l'asymétrie : aucun pouvoir n'est attribué au Québec seulement. Les conséquences politiques de la différence collective québécoise s'expriment par des dispositions régressives de blocage, inévitables à terme, comme la garantie du 25 % des sièges aux Communales. Le pouvoir dans ce qu'il a de dynamique et d'innovateur s'exercera dans une capitale où le Québec sera de plus en plus un sur 17, six sur 66. La masse critique n'y sera plus.

Cette semaine, en français et en terre québécoise, Bourassa l'a emporté contre un Parizeau encore empêtré dans l'indépendance. Mais, quelques semaines plus tôt, en anglais et entre Canadiens, le premier ministre avait capitulé sur quelque chose d'autre, plus important : le nouveau pays à bâtir.

Seul, sous le regard insistant de ses partenaires anglophones, pendant que les autochtones s'impacentaient à la porte, il s'avéra incapable d'imposer une vision un tant soit peu québécoise du Canada. Peut-il en être autrement quand on accepte de n'être qu'un sur 17 ? Un sur 17...



PHOTO PC

sents dans un même secteur est souvent utile : c'est le cas pour la culture, où le monopole d'un seul gouvernement est indésirable, et de l'environnement, qui pose des problèmes à diffusion variable. Mais surtout, sur le strict plan des coûts, les études sérieuses qui ont examiné la question, programme par programme, en sont toutes venues à la même conclusion : les chevauchements sont nombreux, mais les dédoublements comme tels ne le sont guère. Sauf rares exceptions, les gouvernements

remettent dans les services à la population. Et si on choisit de faire l'indépendance, il faut savoir qu'on ne pourra la financer par la suppression des dédoublements, car il y a peu d'économies à faire de ce côté.

On prête à la fédération canadienne des tares qu'elle n'a pas. Elle a été une force pour le Québec dans le passé. Avec les ajustements de l'entente du 28 août, elle le sera encore davantage au moment où le continent entier fait face à de terribles défis.



PHOTO PC

jusqu'au « Maltres chez nous » de Jean Lesage. La Révolution tranquille n'a été qu'une parenthèse dans la construction du pays désiré par le Canada anglais.

Hierarchie entre un gouvernement national et des administrations provinciales qui se partagent les tâches, pour bâtir la nouvelle union économique et sociale canadienne; objectifs nationaux étendus à l'ensemble des domaines, en échange d'une plus grande marge de manoeuvre aux provinces pour mettre efficacement en oeuvre des politiques conformes à ces objectifs. Et, évidemment, aucune dévolution de pouvoir au Québec possible. Il y a là un plan, il y a là une vision : la fonction publique fédérale a bien fait son travail. Si la société distincte ethnique et la double majorité au Sénat

L'entente de Charlottetown montre bien que ce pouvoir est fondamentalement en régression dans le système actuel.

Ces temps-ci, le sophisme à la mode est de prétendre que cela n'a pas d'importance que le pouvoir soit à Ottawa ou à Québec, du moment que c'est efficace. C'est avoir la mémoire bien courte. Comme un individu, un peuple ne renonce pas impunément à l'exercice du pouvoir.

Toute l'histoire de la vieille nation canadienne-française dont nous sommes issus montre que la folklorisation et l'assimilation furent toujours précédées d'une perte de pouvoir politique sans grande conséquence immédiate : ce fut le cas des Franco-Américains comme des francophones dans l'Ouest canadien. À cet égard, le Québec commence tout

Le Paradis perdu

À Montréal, en matière d'éducation, l'Église catholique a rompu avec l'univers de ses pantouflardes convictions

Jean-Pierre Proulx
collaboration spéciale

LE GRAND débrouillage est commencé. Emprisonnés depuis des décennies dans une « idéologie de conservation », les catholiques montréalais viennent de quitter l'univers des rassurantes certitudes : jusqu'ici, ils comptaient avant tout sur l'école pour assurer la transmission de la foi et des valeurs chrétiennes; ils en sont dorénavant moins certains.

Le grand débrouillage s'est produit la fin de semaine du 2 octobre au cours de Carrefour 92 sur l'éducation catholique scolaire, un congrès organisé par l'Office d'éducation chrétienne du diocèse de Montréal, en collaboration avec les commissions scolaires, les institutions privées et le ministère de l'Éducation.

Le défilé s'est opéré quand on a révélé la réponse à la question suivante posée plus tôt aux congressistes : « L'école doit-elle demeurer le principal lieu de la transmission de la foi et des valeurs chrétiennes ? » Les 456 congressistes, essentiellement des parents, des enseignants, des animateurs de pastorale, des cadres scolaires, des commissaires, engagés ou intéressés par l'éducation chrétienne, ont répondu « non » dans une proportion de 52 %. Parmi les 364 francophones, 56 % se sont rangés dans le camp du « non », tandis que 63 % des 92 anglophones ont choisi le « oui ». Société

distincte oblige », dira un leader anglo-catholique !

À l'évidence, les catholiques ont retrouvé durant ce congrès une nouvelle liberté de pensée et d'expression qui constitue, en un sens, l'élément le plus significatif de cet événement. Pendant près de deux heures, en présence de l'archevêque de Montréal, Mgr Jean-Claude Turcotte, les participants sont allés défendre vigoureusement leur position aux micros du « oui » et du « non ».

C'était bien ainsi, dira l'archevêque : « Étant donné le contexte montréalais, pluraliste et multiculturel, étant donné aussi la profonde mutation religieuse que nous vivons chez-nous depuis une trentaine d'années, je souhaitais que ce Carrefour soit un lieu de vérité où serait questionnée l'éducation catholique telle qu'elle se vit maintenant dans les milieux scolaires. Je désirais aussi que des voies nouvelles de présence et d'expression, ajustées au contexte actuel, soient identifiées ». Il a été servi.

Il y a à ce débrouillage une cause évidente : depuis trois ans, le diocèse de Montréal a à sa tête un archevêque visiblement ouvert qui s'est entouré en matière d'éducation chrétienne de collaborateurs à qui les remises en question ne font pas peur. Carrefour 92, écrivait la directrice adjointe de l'Office de l'éducation, sœur Claire Dumont, c'est « un espace pour faire une place à la différence : points de vue, tendances, opinions, intérêts : un

regard à poser sur le pays réel pour éclairer et orienter le futur ».

Mais au plan des contenus, ce congrès aura aussi permis de vives prises de conscience. Ce « pays réel », comme l'a souligné avec force, Mme Françoise D'Arcy-Bérubé, théologienne et artisanne de la première heure du renouveau cathéchistique québécois, est marqué par l'ambiguïté.

Ambiguïté sociale d'abord. La culture québécoise demeure profondément marquée par le catholicisme. Même si la majorité a décroché massivement de l'Église, elle trouve encore dans la religion apprise à l'école ses références principales sur le sens de l'existence et sur l'éthique générale qui guide la vie.

Comme l'a déjà montré Mme Micheline Milot, professeur à l'UQAM et auteur du remarquable ouvrage *Une religion à transmettre*, c'est essentiellement là que se trouve la motivation fondamentale de la vaste majorité des parents quand ils inscrivent leurs enfants à l'enseignement religieux catholique. En même temps, ils ne mettent plus les pieds à l'église que pour le baptême de leur enfant et leur première communion. Les parents n'en veulent surtout pas plus, ni pour eux-mêmes, ni pour leurs enfants.

Or pour l'Église, et c'est là le profond malentendu, l'éducation chrétienne vise bien plus : elle veut former des personnes engagées dans une foi personnelle et communautaire. « Il y a donc, concluait Mme D'Arcy-Bérubé, une

ambiguïté fondamentale entre la vision de l'enseignement religieux qu'ont les parents et l'école et celle des programmes eux-mêmes et de l'Église ».

C'est la même ambiguïté, poursuivait-elle, pour ce qui est de la préparation des sacrements. Pour la majorité des parents, ils ne sont pas des étapes vers une vie chrétienne plus riche dans une communauté. Ils sont comme un point final, un certificat qu'ils ont fait ce qu'il fallait pour transmettre la religion familiale.

Ces ambiguïtés fondamentales engendrent une seconde : parce que les parents inscrivent toujours massivement leurs enfants en enseignement religieux catholique, l'école exerce sur le corps enseignant une forte pression, surtout au primaire où le titulaire est aussi responsable de l'enseignement religieux. Or comment croire que ces enseignants sont différents des autres Québécois et des parents eux-mêmes ? Ils portent et vivent, par rapport à l'univers religieux, la même réalité que tout le monde et particulièrement celle de leur génération. Invité au congrès, le Théo sans détour a illustré cela à merveille en mettant en scène un très sympathique professeur en enseignement religieux du secondaire qui hésitait à répondre à cette simple question de son élève : « Crois-tu en Dieu ? »

Il n'est pas étonnant que le premier vœu des participants au Carrefour, en ce qui concerne l'enseignement religieux, soit que

celui-ci soit pris en charge « par des témoins croyants et crédibles ».

Une troisième ambiguïté concerne les institutions elles-mêmes et au premier chef l'Église. Carrefour 92 était un congrès catholique. Le débat s'y est fait entre catholiques qui partagent la même foi et les mêmes valeurs fondamentales, mais qui font, à l'évidence, des lectures radicalement différentes de la réalité. L'ambivalence règne sur la route à emprunter : entre francophones d'abord et entre francophones et anglophones ensuite. Le consensus indispensable à toute entreprise de changement n'est manifestement pas encore acquis. À cet égard, il faut prendre acte de cette conclusion de l'archevêque : « Je souhaite que l'on aura à cœur comme intervenants et intervenantes catholiques de poursuivre ce dialogue ouvert et loyal ».

L'ambiguïté institutionnelle est aussi celle de l'école : la nouvelle Loi sur l'instruction publique en 1988 a multiplié les garde-fous juridiques pour protéger comme jamais l'école catholique. On y trouve même des clauses « nonobstant » qui protègent les droits et privilèges professionnels pour le cas où des citoyens invoqueraient la liberté de conscience et de religion à l'encontre. Au surplus, toutes les écoles de Montréal, de Dorval à Pointe-aux-Trembles, sont protégées par les vieilles dispositions de 1867 qui font d'elles des écoles constitutionnellement confessionnelles. Et rien d'autre. Or,

c'est dans la métropole que la sécularisation et le pluralisme religieux et ethnique sont le plus évidents. Pourtant la menace ne vient pas des « laïcistes » ou des « ethniques », mais bien de cette ambiguïté fondamentale du sens que donnent les parents à l'enseignement religieux catholiques qu'ils réclament pour leurs enfants.

L'ambiguïté, c'est enfin celle que génère, comme un effet pervers, la relation même entre l'Église et l'État au sujet de l'éducation chrétienne. Au XIXe siècle, l'Église s'est emparée du pouvoir sur l'éducation et l'a conservé jusqu'en 1964, date où un nouveau concordat a redonné à l'État la place qui lui revenait, tout en garantissant à l'Église des ressources humaines et financières considérables et l'intérieur d'un cadre institutionnel et juridique redéfini. La légitimité de ce concordat est un autre débat.

L'ambiguïté n'est pas là, mais paradoxalement dans les contraintes que ses avantages font peser sur l'Église. Car s'il est vrai que l'on veut voir l'enseignement religieux catholique assuré par des « témoins croyants et crédibles », s'il est vrai qu'on peut imposer aux futurs enseignants de suivre des cours en pédagogie religieuse, jamais, dans des institutions publiques, on ne pourra demander à l'État de contrôler leurs convictions profondes.

Il y a donc un prix à payer pour faire la vérité sur l'éducation catholique. Et il risque d'être élevé.

LE GUIDE DU WEEK-END

Le Devoir, vendredi 16 octobre 1992

NOS CHOIX ARTS VISUELS

✓ Les Cent jours d'art contemporain finissent le premier novembre. Il serait dommage de rater cet événement majeur qui nous prouve, encore une fois, que la présence du CIAC à Montréal est vitale.

— Marie-Michèle Cron

THÉÂTRE

✓ The Guild Sisters Il serait dommage que les Montréalais francophones se privent du plaisir de voir le classique de Michel Tremblay, *Les Belles-soeurs*, dans la langue populaire écossaise. La production est remarquable, les comédiennes magnifiques. Allez, un effort ! Au Centaur, rue Saint-François-Xavier. Le *Tron Theater* de Glasgow vous surprendra !



✓ Joie Elle rit, elle danse, elle cause, et elle règle ses comptes. Pol Pelletier, féministe radicale à l'ancienne mode, est aussi une extraordinaire bête de scène. Les initiés (c'est l'histoire intime du théâtre féministe à Montréal) vont adorer, vont détester. Ce n'est pas pour tout le monde, mais pour le milieu théâtral c'est un petit événement. Au Théâtre d'aujourd'hui.

— Robert Lévesque

CINÉMA

✓ Nord Le premier film d'un jeune réalisateur français, Xavier Beauvois, récoltait de nombreux prix au FFM 91. Cette oeuvre sombre, très belle et d'une rare rigueur de mise en scène, gagne enfin nos salles. *Nord* est une incursion indiscrète dans le quotidien d'une famille tissée de violence, d'Œdipe et de silence. En fond de scène : Calais et les séductions du grand large de la Manche. Ce film sobre, dur, sans pitié est porté par l'interprétation magistrale de Bernard Verley dans la peau d'un père alcoolique complètement coupé de lui-même. Plus qu'un film, un témoignage poignant et criant de vérité. Au cinéma du Complexe Desjardins.

— Odile Tremblay

BLUES



✓ Johnnie Johnson Le pianiste de *Johnnie B. Good*, *Nadine*, *Rock And Roll Music* et des blues du présent est en ville. Ce soir, cet instrumentiste qui marie aussi bien le style Kansas-City cher à un Jay McShann que le boogie-woogie d'un Albert Ammons sans oublier les singularités d'un Oscar Peterson va nous chanter, c'est certain, le sentimental *After Hours*. Où ? Au Spectrum.

— Serge Truffaut

MUSIQUE

✓ Le public l'a adoré Ceux qui ont suivi le Concours international de piano 1992 de Montréal ont encore en mémoire la participation du pianiste italien Roberto Corliano à qui ils ont décerné le prix du public. Il donne un concert gratuit ce soir à 20 h à la salle Marie-Stéphane de l'École Vincent d'Indy, 628 Chemin de la Côte Sainte-Catherine, à Outremont. Au programme: des oeuvres de Mozart, Beethoven, Chopin et Liszt.



✓ Compositeurs canadiens Pour le concert inaugural des fêtes du Conservatoire de musique de Montréal, une brochette de compositeurs québécois : Jean Vallerand, Jacques Hétu, André Prévost, Clermont Pépin, François Morel, Otto Joachim et Isabelle Panneton ainsi qu'une douzaine d'instrumentistes, professeurs, élèves et diplômés. À la salle Gabriel-Cusson du Conservatoire, 100 est, rue Notre-Dame ce soir à 20 h.

— Marie Laurier

L'ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE

Le Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo

POUR la 21e année consécutive, le Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo, bastion de l'image hors-la-loi et du cinéma indépendant, vient réveiller nos sens endormis de cinéphiles blasés, en nous proposant une brochette de films hors norme et hors forme de cinéastes connus et moins connus. Du 15 au 25 octobre, images et sons d'ici et d'ailleurs déferleront donc sur les blancs écrans du Rialto, du Nouvel Elysée, du Goethe-Institut, du Parallèle, de la Cinémathèque québécoise et du cinéma de Paris. Les Wenders et consorts n'étant pas de la fête cette année, l'occasion sera belle d'explorer les sentiers obliques et de chercher la nouveauté là où on ne l'attend pas.

Parmi les incontournables : *La vie de bohème* (notre photo) d'Aki Kaurismäki d'après le roman de Murger, avec Jean-Pierre Léaud; *Orlando* de Sally Potter adapté du livre de Virginia Woolfe, *C'est arrivé près de chez vous*, le film-culte de l'édition cannoise de cette année, *Simple Men* de Hal Hartley, *Opening Night* du re-



La vie de bohème, un film d'Aki Kaurismäki.

gretté John Cassavetes, *Et la vie continue* de Abbas Kiarostami et *La chasse aux papillons* d'Otar Ioseliani. Côté québécois, outre les documentaires de Maurice Bulbulian sur les Indiens et de Mark Achbar et

Peter Wintonick sur le linguiste Noam Chomsky, on pourra voir les quatre moyens métrages réalisés dans le cadre de Documentaires en vue : *Etat critique* de Marcel Jean, *Entre solitudes* de Abbey Neidik, La

vie a du charme de Jean-Philippe Duval et *Ceux qui ont le pas léger meurent sans laisser de traces* de Bernard Emond. Bon cinéma.

— Alain Charbonneau

LA TÉLÉ DU WEEK-END

CE SOIR

Sonia Benezra

L'émission est consacrée à Marjo. (Quatre Saisons, 18 h 30)

☆☆☆

Ripoux contre Ripoux

Le même tandem, Noiret et Lhermitte, dans la suite du film *Les Ripoux* (Radio-Canada, 19 h 30)

☆☆☆

DEMAIN

L'énigme de Kaspar Hauser

Si je ne m'abuse c'est ce film qui a vraiment fait connaître Werner Herzog dans les années 70. L'histoire troublante d'un homme qui, au siècle dernier, reçoit chez lui un adolescent inconnu et inadapté. (Radio-Québec, 21 h)

☆☆☆

César et Rosalie

Un sommet dans le genre « qualité française ». Montand, Romy Schneider et Sami Frey dans un triangle amoureux aux fines observations psychologiques. (Radio-Canada, 23 h 05)

☆☆☆

DIMANCHE

L'événement

Il est prévu que Pierre Nadeau reçoive Brian Mulroney. Je sais bien que vous l'avez assez vu mais, bon, c'est quand même le premier ministre... (TVA, 18 h)

☆☆☆

Le gala de l'ADISQ

Tellement incontournable qu'on voit mal ce qu'on pourrait conseiller d'autre ce soir. René Simard anime, tout le monde va surveiller les costumes, on ignore si Joe Bocan va montrer son bébé, Céline Dion tentera de rafler d'autres Félix sans brailler, le suspense continue à savoir si Roch Voisine voudra boycotter ou non, et à la partie musicale on tente, comme toujours, un savant dosage de styles hétéroclites — de Marie Carmen à Renée Martel en passant par Dan B-



César et Rosalie, de Claude Sautet, avec Yves Montand et Romy Schneider.

gras, les B.B. et Richard Séguin. A regarder si vous voulez participer aux discussions de bureau le lendemain. (Radio-Canada, 20 h)

☆☆☆

Vérités et mensonges

Malheureusement diffusé le même

soir (c'est donc un cas de magnéto-copie) un film fascinant d'Orson Welles, un faux documentaire sur des faussaires en art qui nous mène en bateau et qui sert à démontrer la prodigieuse intelligence de Welles. (Radio-Québec, 21 h 40)

— Paul Cauchon

Une ouverture en mode mineur

Alain Charbonneau

MOTEUR ! C'est avec la projection d'un film américain que s'est ouverte, hier soir, dans les bas-fonds victoriens du Rialto, la 21e édition du Festival international du nouveau cinéma et de la vidéo. Une ouverture en mode mineur, sans auteur à la clef, qui donnera sans doute le la à l'ensemble du Festival, encore sur le retour après l'exceptionnel pas suspendu de l'an dernier.

Prix du meilleur réalisateur au Sundance Film Festival de cette année, *Zebrahead* n'a pas grand-chose de nouveau, si ce n'est peut-être son réalisateur. Scénariste de formation, Anthony Drazan signe ici son premier long métrage et s'il faut en croire le dossier de presse, ce ne sera pas son dernier, puisque Steven Spielberg s'est engagé à produire ses deux prochains films. La voie de Drazan est donc déjà toute tracée et il est à prévoir qu'elle ne passera plus par Montréal au mois d'octobre, à moins que Spielberg ne se découvre prochainement une vocation de producteur de cinéma underground. Même américain, le nouveau cinéma a déjà fait plus long feu.

Produit par Oliver Stone, mais réalisé avec un budget de série B, *Zebrahead* est une oeuvre en grande partie autobiographique que Drazan a transposée dans le Détroit banlieusard des années '90. Et pour rester aussi fidèle que possible à la réalité des adolescents d'aujourd'hui, le réalisateur a arpenté, caméra vidéo en main, des couloirs de « high schools » new-yorkais, croquant discussions et scènes de la vie quotidienne, et accumulant près de 70 heures de documentaire, dont il s'est ensuite inspiré pour récrire certaines scènes du scénario original. Le film y gagne en véridité, pas nécessairement en vérité.

Les zèbres dont il est question dans le titre renvoient à la couleur de peau des protagonistes du film, blanche et noire. Univers zébré, en effet, que celui où évolue Zack, ce Juif de dix-huit ans, blanc comme Adam et dont le meilleur ami, Dee,



Zebrahead, du scénariste Anthony Drazan.

FESTIVAL INTERNATIONAL
NOUVEAU
CINÉMA
DE MONTREAL

est un jeune rappeur noir comme jais. L'école qu'ils fréquentent tous deux est un joli pot-pourri de communautés défavorisées où Noirs et Blancs vivent en une sorte de coexistence pacifique. A l'abri en apparence de cette guerre larvée. Zack et Dee se consacrent à leur seule véritable passion : la musique, et le rap en particulier. Jusqu'au jour où le

premier s'entiche de la cousine du second, d'un amour qui, sans tomber sous l'opprobre général, n'en gêne pas moins plusieurs parmi les membres de la communauté noire. Zack a beau être un ami, lui et Nikki viennent de franchir une frontière tracée large à même des interdits encore vivaces, bien qu'en perte de vitesse chez les jeunes surtout. Le prix à payer sera élevé, très élevé, pour pouvoir vivre cet amour proscrit.

La trame de *Zebrahead* rappelle sensiblement celle du dernier film de Spike Lee, développée cette fois selon le point de vue du Blanc, mais sa facture s'apparente davantage au film de Singleton, *Boyz in the Hood*, dont Drazan pille, volontairement ou non, l'univers, le climat, la photographie et jusqu'à certains personnages. Dans ses moins bons moments, ce

love story inter-racial, qui a le mérite d'être égal à lui-même du début à la fin et moralement intègre, sombre dans le psycho-drame et la thérapie de groupe. Reste l'étonnante prestation de Michael Rapaport dans le rôle de Zack et celle, honnête, de N'Bushe Wright dans celui de Nikki, deux jeunes comédiens sans expérience mais non sans talent.

La véritable ouverture, elle aura sans doute lieu ce week-end avec le film le plus acide et le plus humoristique de mémoire de cinéphile : *C'est arrivé près de chez vous* de trois outsiders belges. A surveiller de près aussi : *Opening night* de John Cassavetes ; *Et la vie continue* du cinéaste iranien Abbas Kiarostami ; et le documentaire que Peter Greenaway consacre à Charles Darwin.

CULTURE ET SOCIÉTÉ

PREMIER CONCERT À LA SALLE PIERRE-MERCURE

SMCQ

Société de musique contemporaine du Québec

QUÉBEC-AMÉRIQUES

Marc Bélanger, alto • René Lussier, guitare électrique • Joseph Petric, accordéon
L'Ensemble de la SMCQ, direction Walter Boudreau
Morton Feldman, *The Viola in my life* (1970) • René Lussier, *Destination Soleil* (Commande)
Edgar Varèse, *Déserts* (1950-1954) • Serge Garant, *Circuit II* (1972)
Alcides Lanza, *Arganum I* (1986)

JEUDI 22 OCTOBRE 1992 À 20 HEURES

SALLE PIERRE-MERCURE
300, RUE DE MAISONNEUVE EST, MONTRÉAL — MÉTRO BERRI

Prix des billets simples (taxes incluses) : 19\$/11,50\$ étudiants et aînés.
Jeunes de 15 ans et moins accompagnant un adulte : gratuit.
Renseignements et réservations : 843-9305

MONTREAL TRUST SRC

Les Arts du Maurier Ltée Place des Arts

présentent une offre exceptionnelle
AUX 18 - 24 ANS
7 CONCERTS
DE L'ORCHESTRE MÉTROPOLITAIN
POUR SEULEMENT 35 \$

Prenez note! Il n'y a que 370 abonnements disponibles.
Les billets sont en vente
aux guichets de la Place des Arts.
Premiers arrivés - Premiers servis!
(maximum 2 abonnements par personne)

Au programme de la Série classique:

- le 19 octobre - Beethoven
- le 2 novembre - Mercure et Brahms
- le 7 décembre - Schumann et Weber
- le 11 janvier - Prévost et Rachmaninov
- le 15 février - Brahms, Mahler et Bruckner
- le 15 mars - Grieg et Sibelius
- le 5 avril - Verdi et Rossini

Les concerts sont à 20 h soit au Théâtre Maisonneuve, à la Salle Wilfrid-Pelletier ou à l'Église Saint-Jean-Baptiste.

CKOI 96.9 FM Une carte d'identité attestant l'âge sera exigée pour l'obtention des billets et sera également requise à l'entrée des salles. CHOM 97.7 FM

THÉÂTRE

La perversité du glacial

Les Bonnes

Une pièce de Jean Genet. Mise en scène de René Richard Cyr. Décor de Danièle Lévesque. Costumes de François Barbeau. Éclairages de Michel Beaulieu. Conseiller à la dramaturgie, Stéphane Lépine. Avec Andrée Lachapelle (Madame), Adèle Reinhardt (Claire) et Diane Lavallée (Solange). Une production de l'Espace Go, à l'affiche jusqu'au 14 novembre.

Robert Lévesque

LA PIÈCE est à part dans l'oeuvre théâtrale de Genet. Ne serait-ce que parce qu'elle est la première, dix ans en avance sur la trilogie cérémonielle des années 60 (*Nègres-Balcon-Paravents*); qu'elle fut écrite à la suite d'une commande de Louis Jovet, auprès de qui en 1946 le scénographe Christian Bérard avait amené Genet encore inconnu; et qu'elle ne met en scène que des personnages féminins (une bourgeoise, ses deux bonnes).

Mais tout Genet y est déjà, en jachère. Le travestissement, le secret, le mensonge, le crime et l'attrait de la condamnation à mort. Et la langue, aussi, si riche d'une poésie noire, imagée, presque précieuse (l'influence de Cocteau), précise. Genet, qui a renié cette pièce, enfin qui ne l'aimait pas trop, et que l'échec de sa création par Jovet en 1947 avait marqué, disait en boutade : « c'est un plaidoyer sur le sort des domestiques ».

Deux bonnes, en effet, deux sœurs, Claire et Solange, ont fait arrêter l'ami de Madame par un stratagème de lettres anonymes. Elles attendent Madame de retour d'une visite, et, comme toujours lorsqu'elle n'est pas là, elles mettent ses robes, se prennent tour à tour pour elle, s'insultent, se commandent telle chose, un tilleul, vous avez très mal épousseté ma petite, etc. Ce jeu des doubles, avec plus ou moins de minutie se termine toujours au moment de l'érogement, au moment où le cadran sonne, le cadran qu'elles ont amené au salon pour minuter le psycho-drame et y mettre fin juste avant que Madame ne revienne.

Elles sont prises au dépourvu ce soir-là. Un coup de fil leur apprend que Monsieur est libéré, qu'il attend Madame au Bilboquet. On s'aperçoit de leur responsabilité dans



Diane Lavallée et Adèle Reinhardt dans *Les Bonnes*, de Jean Genet.

l'arrestation de Monsieur? Ce rebondissement dans la pièce de Genet n'est pas très convaincant, le suspense policier, si vous voulez, n'est pas réussi, mais ce n'est pas là l'important. Ce que Genet tente de faire, et ce que son texte permet bien, c'est la plongée dans les profondeurs du désir du crime, le théâtre étant considéré, selon Genet, comme « le lieu voisin de la mort, où toutes les libertés sont permises ». C'est le simulacre du sacrifice, la jouissance des

condamnés qui sont le sujet des *Bonnes*. Claire et Solange ne tuent pas Madame — Genet était parti du fait divers des sœurs Papin dont le meurtre de leur patronne avait passionné la France — mais au contraire, s'identifiant à elle, elles joueront dans ses robes à mourir à sa place. C'est la portée liturgique proposée par Genet, dans cette intrigue, qui a fait des *Bonnes* un classique du 20e siècle, que Tania Balachova,

beaucoup plus que Jovet, allait imposer dans sa fureur de mort en 1954, puis Jean-Marie Serreau dans sa rigueur de jeu, puis le *Living Theater* avec des travestis comme le suggérait Genet, puis André Brassard à Ottawa dans un luxe pervers, puis René Richard Cyr... dans une froideur spectrale.

Dans une boîte métallique et rectangulaire de Danièle Lévesque, qui donne l'impression claustrophobique d'une cage-cachot en suspension, mais aussi d'une image ancienne comme une photographie noir et blanc dans laquelle se meuvent les deux prisonnières, René Richard Cyr fait jouer *Les Bonnes* sur un ton qui tend à l'impersonnel (sans y atteindre, demeurant à mi-chemin), et sans aucun artifice en scène. Il n'y a pas de psyché, ni de garde-robottes, aucun des accessoires de Madame ni le luxe bourgeois. Un tissu noir transparent traverse l'espace, dans lequel les bonnes, en camisoles et culottes blanches, vont parfois s'enrouler, comme des gamines jouant avec les rideaux. Seul meuble qui prend tout le sens, une chaise noire, qui évoque la chaise électrique, et dans laquelle à la fin du sacrifice Claire va s'asseoir.

Parti pris de nudité et de rigueur, la représentation débute dans le noir où la voix de Claire simulant la voix de Madame (et la voix d'Adèle Reinhardt évoque celle d'Andrée Lachapelle) débite les termes du jeu, alors qu'apparaissent peu à peu les bonnes, l'une accroupie, l'autre debout, leurs têtes dissimulées sous des cagoules. Début lent de la cérémonie, effet souterrain puissant, où le texte est au premier plan, seule force en action sans aucune distraction.

Mais la mise en scène de Cyr, cérébrale, exigeante, haut placée, va peu à peu perdre sa puissance et se confiner à une certaine raideur, à la lourdeur d'un jeu qui reste à mi-chemin entre le réalisme psychologique et l'expressionnisme rituel. Mais il y a une certaine perversité du glacial dans le jeu d'Adèle Reinhardt et de Diane Lavallée, spectrales servantes dans une maison d'acier. Elles sont toutes les deux fascinantes, typées, mais sans ce degré de fureur en plus, de rage et de joie assassine, que les bonnes de Genet doivent atteindre.

Par contre, Andrée Lachapelle, dans les habits d'homme de Madame, imposante blonde toute de noir vêtue, théâtrale à outrance (le choix est judicieux), avec des envolées qui s'immobilisent en extases, offre une performance remarquable. Son passage illumine le cachot des bonnes, elle est de sa figure fardée et de ses yeux exaltés la lumière qui réchauffe la détresse de ses « filles », elle ne fait que passer, mais sa grandeur écrasante avive le désir de Claire et de Solange qui vont devoir faire face à leur destin après son départ.

Au demeurant, Mme Lachapelle éclaire la représentation et donne aux *Bonnes* de René Richard Cyr, où François Barbeau signe des dessous sublimes, une force momentanée que toute la mise en scène aurait dû posséder.

CONFESSIONS D'UN BARJO

"IRRÉSISTIBLE!" — Franco Nuovo, JOURNAL DE MONTRÉAL
"DÉLIRANT!" — M.A. Barbancourt, MUSIQUE PLUS
"HILARANT!" — Denise Morin, JOURNAL DE QUÉBEC
"FOU, FOU, FOU!" — Geneviève Poirier, VOIX

UN FILM DE JÉRÔME BOIVIN

ANNE BROCHET
RICHARD BOHRINGER

140 - 325 - 515 BERRI 848-FILM 1700 rue St-Denis
7-15 - 9-15 LONGUEUIL 848-FILM 125 St-Charles O. Sem. et Sam. : 9-15 Dim. : 4-20 - 9-15

La marche à l'Amour

Gaston Miron, poésie
Bernard Buisson & Pierre St-Jak, musique

du 20 au 31 Octobre 92 à 20h 30 (relâche le 26 Octobre 92)

"Il faut absolument voir et entendre... La Marche à l'Amour... parce qu'un jour le jour du premier jour viendra."
Régis Tremblay, Le Soleil

BILLETS: 15\$ ÉTUDIANTS: 10\$
4559 Papineau Mtl.
RÉSERVATIONS: 523-2246

LA LICORNE RESTAURANT THÉÂTRE

JOIE

COMPLÈT JUSQU'AU 18 OCTOBRE

ELLE CHANTERA, ELLE DANSERA ET ELLE RIRA BEAUCOUP

billets également disponibles à la Licorne - 4559, rue Papineau et à la Nouvelle Compagnie Théâtrale - 4354, rue St-Catherine est

du 9 au 31 octobre 1992
Salle Jean-Claude Germain

Écrit et interprété par **POL PELLETIER**

mise en scène
scénographie
éclairages
costumes
conception sonore
maquillage
régie
direction de production

Gisèle Sallin
Claude Goyette
Louise Lameux
François Laplante
Robbi Finkel
Marie-Angèle Protat
Joanne Vézina
Harold Bergeron

théâtre d'aujourd'hui
Direction artistique : Michelle Rossignol
3900, rue St-Denis, Montréal réservations : 282-3900

Un film de **CLAUDE CHABROL** D'après le roman de **GEORGES SIMENON**

"BRAVO BETTY! ... du grand cinéma!" — John Griffin, THE GAZETTE

"Chabrol, Simenon, Trintignant... un heureux mariage à trois!" — Paul Henri Couder, JOURNAL DE MONTRÉAL

Betty

MARIE TRINTIGNANT STÉPHANE AUDRAN

140 - 325 - 515 BERRI 848-FILM 1700 rue St-Denis
7-15 - 9-15 LONGUEUIL 848-FILM 125 St-Charles O. Sem. et Sam. : 9-15 Dim. : 4-20 - 9-15

FAMOUS PLAYERS

RESERVOIR DOGS
version o. anglaise

Le petit Prince a dit

INDOCHINE

LOEWS 861-7427 12-30-2-45-50-7-10-9-25
954 St-Catherine O. ★ COUCHE TARD sam 11-35

PARISIEN 866-3856 12-30-2-45-50-7-10-9-25
480 St-Catherine O. ★

PARISIEN 866-3856 1-00-4-30-8-99
480 St-Catherine O. ★

TERREBONNE 471-6644 1071 Chemin du Côteau
MAISON DU CINÉMA 556-8782 63 King O. Sherbrooke

Une vie sans amour est une vie foutue.

IP5

Un film de **Jean-Jacques Beineix**

avec Yves Montand Sekkou Sall Olivier Martinez

PARISIEN 866-3856 1-30-4-00-6-30-9-00
480 St-Catherine O. ★

JOLIETTE 752-0366 Tous les soirs 7:00-9:30
IMPERIAL 220 rue Beaudry ★ sam dim 2:00-4:30 7:00-9:30

COMPÉTITION OFFICIELLE CANNES 1992

Le Voyage

"...c'est véritablement un 'trip' que nous fait faire Solanas...!" — Yves Hamel, JOURNAL DE MONTRÉAL

Un film écrit et réalisé par **FERNANDO E. SOLANAS**

Avec la musique envoiante de **ASTOR PIAZZOLA!**

En version originale avec sous-titres français

AEROLINEAS ARGENTINAS rovevents Club Aventure VTR

LE DAUPHIN 848-FILM 2296 Beaudry est Sam et Sem : 8-00 Dim : 2-15 - 5-00 - 8-00

REPRÉSENTATION SPÉCIALE

2 POUR 1

Le Zèbre

avec THIERRY LHERMITTE • CAROLINE CELLIER un film de JEAN POIRET
D'après le roman d'ALEXANDRE JARDIN publié aux éditions GALLIMARD

CKAC73AM CTE CFP

PARISIEN 866-3856 suivi de UN COEUR EN HIVER
480 St-Catherine O. ★

CENTRE LAVAL 688-7776 suivi de ROCK'N NONNE
1600 Le Carrefour ★

LION D'ARGENT FESTIVAL DE VENISE 1992

PRIX DU PUBLIC FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE QUÉBEC

Un Cœur en Hiver

Emmanuelle Béart • Daniel Auteuil
André Dussollier

PARISIEN 866-3856 12-30-2-40-4-50-7-05-9-20
480 St-Catherine O. ★

PLAZA REPENTIGNY 457-4458 Tous les soirs 9:05
1380 St-Joseph (juste derrière) sam dim 3:05-9:05

LE DEVOIR CFP CFGL 1057

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

LE MONDE EN BREF

Échec pour de Klerk

LE CAP (Reuter) — Le président sud-africain Frederik de Klerk a essuyé hier un échec inattendu au Parlement, lequel a refusé un amendement constitutionnel qui aurait permis l'entrée de noirs au gouvernement. À quatre voix près, l'amendement n'a pas atteint les 50 % requis dans la Chambre mérisse, au sein du Parlement tricaméral établi selon le système ségrégué sud-africain. L'amendement proposé à la constitution de 1984 prévoyait d'abolir une disposition voulant que tout membre du gouvernement devienne obligatoirement membre du Parlement dans l'année suivant sa nomination. Son adoption aurait permis à Frederik de Klerk de confier un portefeuille ministériel à toute personne suffisamment compétente, même si elle appartenait à la majorité noire, qui n'est pas représentée au Parlement. Le Parti national de Frederik de Klerk est globalement majoritaire aux trois chambres du Parlement (séparant blancs, méris et indiens). Pour amender la constitution, il faut que la majorité absolue soit atteinte dans chacune de celles-ci. Or, c'est le Parti travailliste (opposition anti-apartheid) qui est majoritaire à la Chambre des représentants mérisse.

Appel des leaders bosniaques

NEW YORK (ONU) (AFP) — Le ministre bosniaque des Affaires étrangères, M. Haris Silajdzic, a lancé un vibrant appel jeudi à l'ONU et au président américain George Bush pour que l'embargo sur les armes soit « immédiatement » levé et que la communauté internationale intervienne très vite pour arrêter les « atrocités » dans son pays. Un professeur d'université, M. Muhamed Filipovic, vice-président de l'Académie des Sciences de Bosnie, qui était présent à la conférence de presse de M. Silajdzic au siège de l'ONU à New York, a présenté une longue liste « d'atrocités » commises selon lui par les Serbes ces derniers mois. Il a notamment affirmé que 5000 personnes avaient été « brûlées vives dans des fours » au début du mois d'août à la mine de fer de Tomashica, près de la localité de Prijedor (nord-ouest de la Bosnie), où trois camps de détention ont été signalés. M. Filipovic a indiqué qu'il fondait son affirmation sur des informations fournies par huit témoins. M. Silajdzic a comparé Tomashica au camp de la mort d'Auschwitz.

« Sit-in » au fond d'une mine

LONDRES (AFP) — Un leader syndicaliste a entamé hier soir un « sit-in » au fond d'une mine qui doivent être fermées dès aujourd'hui, annonçant qu'il comptait y rester, seul, plusieurs jours si nécessaire, « pour obtenir justice ». Le dirigeant du Syndicat démocratique des Mineurs (Union of Democratic Mineworkers), M. Roy Lynk, est arrivé en fin d'après-midi à la mine de Silverhill, près de Nottingham (centre de l'Angleterre), où il a travaillé il y a une trentaine d'années, et qui doit fermer aujourd'hui. Il a demandé à la direction de le laisser descendre pour revoir une dernière fois le fond de la mine, mais une fois arrivé en bas, s'est assis sur le sol et a remis à ses collègues un papier où il expliquait qu'il comptait passer « toute la nuit, et plusieurs autres nuits s'il le faut, seul au fond de la mine, pour obtenir justice ».

Échec des discussions sur l'Abkhazie

MOSCOU (Reuter) — Russes et Géorgiens n'ont pu se mettre d'accord sur les moyens d'arrêter l'effusion de sang en Abkhazie et sur la préparation d'un sommet entre leurs dirigeants respectifs Boris Eltsine et Edouard Chevardnadze, annonce hier l'agence Interfax. « Je n'ai pas l'impression que l'Abkhazie et la Géorgie ont pris la décision de régler le conflit par des méthodes politiques », a dit à la presse Andreï Kozirev, ministre russe des Affaires étrangères, après avoir rencontré son homologue géorgien Alexandre Tchikvaïdze. « Les deux parties continuent de jouer au plus fort ». Chevardnadze, qui a été confirmé dimanche par les urnes comme dirigeant de la Géorgie, devait rencontrer Eltsine mardi mais le sommet a été annulé car les documents n'étaient pas prêts et les ministres des Affaires étrangères des deux États se sont rencontrés à Moscou pour négocier un compromis acceptable par toutes les parties.

Mikhail Gorbatchev n'épargne pas ses détracteurs

Moscou tente de le compromettre par ses révélations sur Katyn et sur le Boeing coréen

MOSCOU (AFP) — Sommé par la Cour constitutionnelle de venir témoigner au procès de l'ex-PCUS, privé de sa liberté de mouvement, accusé d'avoir couvert par son silence les crimes de l'URSS défunte, l'ancien numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev a contre-attaqué hier sur un ton particulièrement dur.

Le procès ouvert devant la Cour constitutionnelle est « une merde » à laquelle il est impossible de participer, et le président russe Boris Eltsine est responsable de ces coups bas portés, soit en agissant, soit en n'intervenant pas pour faire cesser cette « honte », a déclaré l'ancien président soviétique au cours d'une conférence de presse.

Accusé d'avoir dissimulé l'ordre du Bureau politique du parti communiste d'exécuter près de 26 000 Polonais en 1940, dont plus de 4000 officiers à Katyn, il a retourné l'argument contre Boris Eltsine. Selon lui les deux hommes ont pris connaissance ensemble du dossier, lors de la transmission des pouvoirs du président soviétique au président russe, fin décembre 1991. On peut alors se demander pourquoi Boris Eltsine n'en pas informé le président polonais Lech Walesa lors de la visite officielle de celui-ci à Moscou en mai dernier, a-t-il souligné.

Et dans la foulée, il a également estimé que le président russe a transmis mercredi des documents incomplets aux autorités sud-coréennes concernant le Boeing 747 de la KAL abattu près de l'île de Sakhaline le 1er septembre 1983.

Ironisant sur « la grâce du Tsar » (Boris Eltsine) qui lui permet « pour raisons humanitaires » de se rendre demain aux obsèques de l'ancien chancelier allemand Willy Brandt, M. Gorbatchev a estimé que les at-



Le président déchu de l'ex-URSS Mikhail Gorbatchev s'adresse à la presse réunie à l'édifice de la Fondation Gorbatchev de Moscou. Il nie catégoriquement les allégations de dissimulation de preuves qui pèsent sur lui, quant au massacre à Katyn de 14 700 officiers polonais, en 1940.

taques dont il est l'objet sont dues aux critiques qu'il a portées contre la politique des autorités russes.

Le président de la Cour constitutionnelle Valeri Zorkine a estimé de son côté que dans n'importe quel

pays démocratique, il était « impensable » qu'un dirigeant se soustraie à une convocation de la justice.

Cependant, a-t-il ajouté, il n'est pas impossible que les deux parties au procès rejettent le témoignage de M.

Gorbatchev comme « dépourvu de valeur » dans la mesure où il tentera « d'abuser la Cour ».

M. Zorkine a ainsi laissé entrevoir la possibilité de ne plus exiger le témoignage de l'ancien secrétaire général.

En revanche, le président de la Cour a estimé que M. Gorbatchev pourrait être poursuivi — devant une autre instance judiciaire — pour avoir dissimulé le dossier du massacre de Katyn.

Les représentants de Boris Eltsine au procès devant la Cour constitutionnelle ont estimé de leur côté que le plus important dans cette affaire était la « responsabilité morale » de Mikhail Gorbatchev.

« Il faudrait nous expliquer pourquoi il faisait semblant de ne pas être au courant, de s'intéresser au cours de l'enquête, alors qu'il avait tous les documents à portée de main au moins depuis 1985 », date de son accession au secrétariat général du PCUS, a déclaré l'avocat de la présidence, M. Andreï Makarov.

D'ailleurs, les documents sur le Boeing 747 sud-coréen abattu en 1983 par la chasse soviétique (269 morts) qui ont été remis par Boris Eltsine aux autorités américaines et sud-coréennes n'apportent pas de preuve de la thèse des autorités soviétiques de l'époque qui affirmaient que l'avion était en mission d'espionnage, affirment hier les Izvestia.

Le journal publie une longue analyse technique de ces documents, dont il a obtenu une copie du président russe.

Selon l'analyse des experts officiels rapportée par le journal, l'un des systèmes de navigation du Boeing transmettait des données « fictives » aux contrôleurs aériens de Tokyo, destinées à faire croire

que l'appareil empruntait bien un couloir aérien international.

Mais l'analyse d'un autre système de navigation, manuel, et utilisé pour déterminer la route effectivement empruntée par l'avion, montre selon ces experts que l'équipage était conscient d'être entré dans l'espace aérien soviétique et ne pouvait l'avoir fait que volontairement.

« La haute qualification de l'équipage, la bonne qualité des équipements et l'absence de toute intervention des contrôleurs japonais ou américains pour faire corriger la trajectoire de l'avion prouve que le vol suivait un itinéraire délibérément planifié », estiment ces experts.

Les Izvestia remarquent en outre que les documents reçus ne font pas état d'une quelconque tentative de la part des chasseurs soviétiques pour contacter le Boeing ou pour procéder à des tirs de sommation avant de l'abattre au-dessus de l'île de Sakhaline (extrême-orient soviétique).

Cependant, rien dans la transcription du CVR (Cockpit Voice Recorder, les conversations de l'équipage et les communications radio) n'indique que les pilotes savaient qu'ils avaient quitté la route autorisée, note le journal.

La transcription de l'enregistrement de l'une des « boîtes noires » publiée par les Izvestia permet par ailleurs de reconstituer les pathétiques derniers moments à bord de l'appareil, avec notamment les cris de l'équipage : « Fumée! ... Je perds de l'altitude... Reprends de l'altitude! » et la réponse « Impossible! ».

L'enregistrement a également recueilli le message en coréen, japonais et anglais adressé aux passagers : « Nous allons faire un atterrissage d'urgence, attachez vos ceintures, mettez vos masques à oxygène ».

Plaidoyer en faveur de la participation palestinienne aux négociations de paix au P.-O.

TUNIS (AFP) — Le Conseil central de l'OLP (CCOLP, mini parlement palestinien) a commencé ses travaux hier à Tunis par un plaidoyer en faveur de la poursuite de la participation palestinienne aux négociations de paix avec Israël, alors que plusieurs membres en réclament l'arrêt.

Devant le Conseil, convoqué pour décider de l'opportunité d'une telle participation, le chef du département politique (affaires étrangères) de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a longuement plaidé pour la poursuite de la présence palestinienne aux négociations, en s'étonnant des prises de position des formations qui appellent au boycottage.

M. Kaddoumi, qui faisait un rapport lors de la séance d'ouverture — autorisée à la presse —, a affirmé qu'un retrait signifierait « la mise à l'écart » des Palestiniens du processus de paix, alors que leur participation a donné à la cause palestinienne « plusieurs acquis ».

Relevant une certaine évolution dans la position israélienne, M. Kaddoumi a affirmé qu'Israël a fait « un demi-pas dans notre direction (des Palestiniens) » et finira avec le temps « par faire les pas suivants qui conduiront inéluctablement à la souveraineté palestinienne ».

Affirmant la nécessité de la politique « des étapes », il a appelé les Palestiniens hostiles au processus de paix en cours « à ne pas s'impatienter, ni désespérer » des négociations, qui finiront par mener, selon lui, au « règlement du conflit arabo-israélien et de l'affaire palestinienne sur la base de la légalité internationale ».

Ce plaidoyer de M. Kaddoumi, qui est membre de la direction du Fatah (principale composante de l'OLP) donne le ton aux débats du Conseil central, dont plusieurs formations

ont affirmé à l'avance leur détermination à réclamer le retrait palestinien des pourparlers de paix.

Parmi ces formations hostiles figurent les Fronts populaire et démocratique de libération de la Palestine (FPLP, de Georges Habache et FDLP de Nayef Hatmeh), qui sont représentés aux travaux du Conseil par des membres de leurs bureaux politiques respectifs.

Pour sa part, le Fatah de M. Arafat, qui détient la majorité au Conseil, a toujours été favorable à la participation aux négociations de paix, à laquelle le CCOLP a régulièrement donné son aval, lors de ses deux précédentes sessions tenues également à Tunis, depuis le démarrage du processus de paix, il y a un an à Madrid.

Le Conseil central, dont les travaux devraient durer trois jours, se tient sous la présidence de cheikh Abdelahamid As-Sayah, président du Conseil national palestinien (CNP, parlement en exil), avec la participation de la majorité de ses 90 membres, dont le comité exécutif de l'OLP présidé par M. Arafat.

Six membres de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël, dont le chef de cette délégation, M. Haidar Abdelchafi, et le président de son comité d'orientation Fayçal Hussein, assistent également à la réunion, au cours de laquelle ils doivent faire un rapport sur l'évolution du processus de paix.

Après la séance solennelle d'ouverture, le Conseil doit entamer hier soir ses débats à huis-clos, consacrés essentiellement à l'évaluation des résultats des négociations de paix et à la définition de la position palestinienne pour la suite des pourparlers.

Cette réunion du Conseil intervient à six jours du démarrage, le 21 octobre à Washington, de la 7ème



Le leader de l'OLP Yasser Arafat a émis la possibilité d'une participation palestinienne aux pourparlers de paix au Proche-Orient, qui se tiennent présentement à Tunis.

session des négociations de paix israélo-arabes, qualifiée de « décisive » par des dirigeants palestiniens. La

précédente session s'était achevée le 24 septembre sans résultats tangibles.

Les Marocains aux urnes Accord imminent sur les activités humanitaires de l'ONU en Irak

RABAT (AFP) — 93 441 candidats, dont 1086 femmes, seront présents aujourd'hui dans les 22 282 circonscriptions du Royaume pour des élections communales attendues avec autant d'intérêt que de scepticisme par une population encore échaudée par les résultats bien peu crédibles, selon l'opposition, du référendum sur la constitution du 4 septembre dernier.

À l'exception de trois formations de gauche plus ou moins radicales, l'Organisation d'Action démocratique et populaire (OADP), le Parti d'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et l'Union nationale des forces populaires (UNFP) qui ont décidé de boycotter ce scrutin, tous les partis politiques seront en lice. Toutefois, le parti de l'Istiqlal (PI-nationaliste) et ses 11 633 candidats ainsi que l'Union socialiste des forces populaires (USFP-gauche) et ses 7052 candidats, les deux principales formations de l'opposition au Parlement, ont longuement hésité avant d'entrer dans la course, estimant que toutes les garanties étaient « loin d'être réunies » pour des élections honnêtes.

Il faut enfin mentionner le camp imposant des 17 111 « candidatures indépendantes », loin devant les 13 063 candidats du Rassemblement national des indépendants. (RNI-majorité sortante)

Bien que la campagne soit restée

dans l'ensemble dans des « limites convenables », selon l'expression d'un responsable de l'opposition, cette moyenne de 4,19 candidats par siège n'en a pas moins entraîné un certain nombre de rivalités et de violences verbales ou physiques qui ont parfois dégénéré faisant, d'après la presse marocaine, cinq morts et plusieurs dizaines de blessés chez les candidats ou leurs partisans.

L'assassinat, le week-end dernier, non loin de El Jadida, d'un cadre paysan du Parti du progrès et du socialisme (PPS-communiste) par un membre de l'Union socialiste des Forces populaires (USFP-gauche) a été l'incident le plus grave de la campagne. Celle-ci a été assez largement suivie par la population dans de nombreux meetings, à la radio et à la télévision — où toutes les formations en lice ont eu droit à un temps de parole égal — comme dans la presse écrite.

Cependant, l'insistance mise par l'opposition à dénoncer la corruption et à se présenter comme le champion de « la transparence, de l'honnêteté et du dévouement » a été l'un des faits marquants de la campagne électorale. Chacune de ses composantes n'a cessé de rappeler « les résultats scandaleux » des élections locales et nationales de 1983 et de 1984 qui, selon elles, ont été « grossièrement falsifiés ».

BAGDAD (AFP) — L'accord permettant à l'ONU de poursuivre ses activités humanitaires en Irak « pourrait être prêt » d'ici demain, mais il reste trois points à régler, a expliqué hier à Bagdad un responsable des Nations unies, M. Shaikat Farid.

Ce ne sont « pas vraiment des points de désaccord », a estimé M. Farid, adjoint du responsable des affaires humanitaires à l'ONU Jan Eliasson. Il s'agit du nombre de gardes que l'ONU sera autorisée à maintenir en Irak, des modalités de la participation d'organisations non gouvernementales à l'aide humanitaire et du système de communications utilisé par le personnel de l'ONU, a-t-il précisé.

M. Farid a souligné que sa visite répondait à une invitation de l'Irak « pour finaliser l'accord ». L'ONU ne dispose plus de cadre légal pour ses activités humanitaires en Irak depuis l'expiration le 30 juin d'un précédent accord.

« Tous les responsables que j'ai vus ont manifesté leur désir de conclure très rapidement » cet accord, a-t-il ajouté.

Arrivé mercredi à Bagdad, M. Fa-

rid a rencontré notamment le ministre des Affaires étrangères Mohammed Saïd al-Sahhaf, le vice-premier ministre Tarek Aziz et le premier ministre Mohammed Hamza al-Zoubaidi.

À propos du nombre de gardes chargés de protéger le personnel de l'ONU, les responsables irakiens ont assuré M. Farid qu'ils « se montreraient flexibles, sans donner de chiffres », selon lui.

L'ONU souhaite disposer de 300 gardes, contre une centaine actuellement, la plupart dans le nord du pays à majorité kurde. L'Irak a refusé jusqu'ici d'aller au-delà de 150, estimant qu'il était capable d'assurer la sécurité du personnel de l'ONU.

Pour les organisations non-gouvernementales, l'Irak souhaite qu'elles soient toutes enregistrées dans un pays précis et que leur activité soit « plus organisée ».

Enfin, pour les communications entre les membres de l'ONU, l'Irak propose son propre réseau radio mais certains organismes des Nations unies préféreraient avoir le leur.

Selon M. Farid, la durée de l'accord ne pose pas réclément de dif-

Affrontements à Jérusalem-Est

JÉRUSALEM (AFP) — Des affrontements ont éclaté hier matin à Jérusalem-est après la mort de Hussein Nimr Obeidat, le prisonnier palestinien décédé mercredi à la suite d'une grève de la faim de deux semaines.

À l'entrée de Jabal Moukaber, quartier d'où est originaire le détenu, la voiture d'un Israélien tombée en panne a été la cible de jets de pierres et de bouteilles incendiaires. L'homme, ainsi que des soldats israéliens, ont ouvert le feu, blessant une fillette palestinienne, a constaté le photographe de l'AFP.

Par ailleurs, des jeunes ont brûlé des pneus à l'entrée du camp de réfugiés palestiniens de Choafat et la police a dû renforcer ses effectifs dans plusieurs quartiers de Jérusalem.

En signe de deuil, les magasins sont restés fermés hier à Jérusalem et dans la majorité des villes de Cisjordanie occupée, et les avocats palestiniens ont annoncé qu'ils ne plaideraient pas durant trois jours. Enfin, la quasi-totalité de la bande de Gaza occupée restait hier sous couvre-feu pour la quatrième journée consécutive.

Selon l'administration pénitentiaire, la grève de la faim lancée le 28 septembre se poursuivait pour la troisième semaine consécutive dans la prison de Nafha, dans le sud d'Israël, où sont internés 250 Palestiniens.

Le mouvement a en outre repris hier, après avoir été suspendu depuis dimanche, dans les centres de détention d'Ashkelon, de Gaza, de Beer Sheva et de Kfar Yona, où les 1200 prisonniers palestiniens ont refusé de se pourrir, selon l'administration.

Un responsable de l'ONU avait expliqué que l'Irak souhaitait un accord sur cinq mois, et non six comme auparavant.

« Ce n'est pas une question de mois, c'est une question de programmes d'activités, prévus à l'origine pour l'hiver dans le nord », a-t-il ajouté.

L'Irak a souhaité que cette aide « soit élargie aux populations de tout le pays », en insistant sur les conséquences de l'embargo auquel il est soumis depuis plus de deux ans.

Globalement, « les Irakiens souhaitent que le nouvel accord prenne en compte les changements intervenus » depuis juin 1991, date du premier accord avec l'ONU, avec en particulier le rétablissement de l'autorité gouvernementale, qui n'était à l'époque « pas clairement établie dans plusieurs parties du pays, notamment dans le sud », a expliqué M. Farid.

Poumon qui respire Cigarette qui expire

Appuyez

Aide à l'enfance - Canada Save the Children - Canada

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Les Douze veulent consolider leur unité

BRUXELLES (AFP) — À peine sortis des incertitudes du référendum français, les chefs d'État et de gouvernement de la CEE tenteront, aujourd'hui à Birmingham, de refaire leur unité pour aider la Grande-Bretagne et le Danemark à ratifier Maastricht.

Les principales questions qui avaient motivé la convocation de ce Conseil européen extraordinaire risquent fort de passer aux oubliettes. Les onze partenaires de la Grande-Bretagne ont rejeté fermement l'idée d'une réforme du Système monétaire européen (SME), vivement souhaitée par John Major.

La France, de son côté, insistera pour que la négociation du GATT sur le commerce international, qui la place dans une position inconfortable, ne donne lieu qu'à un rapide ju-

ridico-politique très complexe, dont ils ont toutes les peines à se déprendre.

« Expliquer en termes juridiques la subsidiarité, c'est un exercice qui peut entraîner la somnolence des chefs d'État et de gouvernement », a lancé Jacques Delors, le président de la Commission européenne.

Le concept de subsidiarité est pourtant défini : la Communauté ne doit intervenir que lorsqu'elle peut être plus efficace que les États-membres. Mais les modalités d'application de cette notion donnent lieu à des interprétations diverses. L'adoption d'une déclaration sur le sujet n'est même pas garantie, selon des officiels britanniques.

« En gros, il y a deux écoles, résume un diplomate. Celle des pays qui veulent en tirer le parti maximum pour réaffirmer les pouvoirs nationaux et celle des États qui crai-

gnent que la subsidiarité ne devienne une source de blocage de la machine communautaire ».

La Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Danemark sont des tenants du premier groupe, alors que les petits pays du sud, chefs de file du second groupe, considèrent « généralement que les pouvoirs de la Commission sont une garantie contre la puissance des grands », ajoute le même source. Les pays du Bénélux et la France se situent « à la marge » de ces deux groupes.

Car les milieux communautaires craignent qu'une application stricte de la subsidiarité ne soit « auto-destructrice », selon le terme d'un officiel. « En soi, ce concept porte le risque de blocage car s'il n'y a pas un pouvoir d'initiative fort de la Commission, la CEE ne peut pas avancer », souligne-t-il.

La banlieue ouest de Sarajevo mise à sac

SARAJEVO (AFP) — Plusieurs faubourgs de l'ouest de Sarajevo ont subi hier après-midi des tirs assez intenses d'artillerie, alors que le reste de la capitale, toujours privée d'eau, d'électricité et de téléphone, n'a résonné que de quelques obus de mortiers et de rafales sporadiques de mitrailleuses.

Par ailleurs, des militaires bosniaques ont obstrué la route conduisant du centre-ville à l'aéroport en plaçant, à la mi-journée, un contenant travers de la chaussée, à environ 1,5 km de l'aérogare. Ils n'ont fourni aucune explication aux journalistes qui se sont rendus sur place et qui ont

constaté que les convois d'aide humanitaire du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) ne pouvaient plus approvisionner les dépôts de vivres de Sarajevo.

Les tirs d'artillerie les plus soutenus ont été entendus à l'ouest de l'aéroport, dans les faubourgs de Stup, Azici et Bare, où des combats assez violents semblent avoir opposé fantassins serbes et bosniaques en fin d'après-midi, selon plusieurs témoins. Juste au sud de l'aéroport, la cité-dortoir de Dobrinja a été le théâtre de plusieurs et longs échanges de tirs de mortiers.

LES ANNONCES CLASSEES 286-1200

LES ANNONCES CLASSEES DU DEVOIR

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 - pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **286-1200**
Télécopieur: **286-8198**

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes Montréal, H2Y 3S6

INDEX DES REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100-199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100-150 Achat-vente-échange
160-199 Location

200-299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200-250 Achat-vente-échange
251-299 Location

300-399 MARCHANDISES

400-499 OFFRES D'EMPLOI

500-599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES

600-699 VÉHICULES

101 Propriétés à vendre

AHUNTSIC

Très grande propriété 63 x 25. Intérieur unique, 2 foyers, 3 s/séjours, 3 s/bains. Piscine creusée, face au parc. 278 000\$.

PIERRE HUDON LA CAPITALE CTR
382-8000

17-10-92

103 Condominiums Co-propriétés

BOUL. GOUIN E., projet de prestige, 3 1/2 étages, 7e, gar., concierge, extra. 334-2637.

CONDÔ St-Jean sur Richelieu, 4 1/2, air climaté, foyer, garage, piscine et salle de réception. 348-5937

LOFT LE COLONIALE, 1125 pi., 5 fenêtres 6' x 8' ch., 114' de hauteur, 2 pl., unité dans voûte, plaf. 12' terrasse sur toit idéal atelier. 962-2533.

PIERREFONDS, magnifique condo, 3 chambres à coucher + mezzanine, 2 b/wb. Très bon état. En série. 629-3310.

PLATEAU 4 1/2, complètement rénové, cachet, boiserie, 775 pi.c.a., terrasse ensoleillée, 1 c.c., 2e étage 73 000\$, 5178 Montée près Laurier.

Visite libre dim. 14h-16h
278-2387

103 Condominiums Co-propriétés

PRÉS HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT

Condominium de prestige, tout du Métro, 8ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégés, lumière. Intérieur 1 500 pi.c.a. plus terrasse près de 400 pi.c.a., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluent cours, piscine intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704

VIÉUX-MONTRÉAL, condo, coin sympathique, foyer, électroménager sur 2 panchons. Doit vendre. 109 000\$. 483-6797.

115 Extérieur de Montréal

MONT STE-ANNE, Condo 4 1/2 meublé, foyer, tout incl. 63 000\$. (416) 827-8223

RAWDON, pour gentleman farmer. M. dominica, mi-ferme, 9 arpents, maison, écurie, rivière, piscine, 10 ans. Vue magnifique. 199 000\$ négociable. 1-834-2634

120 Laurentides

BORD DE L'EAU, St-Adolphe-d'Howard, maison neuve en pierre, 4 c.c., 2 b/wb, foyer, secteur tranquille, à 3 min. du village. 250 000\$. 1-819-327-2341.

ST-SAUVEUR, canadienne, 3 c.c., 1 1/2 s/bains, terrain paysager, serre, ski ou pied du Mt-Habitant. 176 000\$.
952-9887, 227-4825

ST-SAUVEUR, Propriété pouvant servir de site commercial, prix: 270 000\$. Prendrait échec 687-0222.

134 Terres/fermes

HAM-NORD, 50 acres boisés, zone agricole, excellent pour la chasse ou gros gibier, endroit discret et facile d'accès. 1-819-344-2655.

TERRE, Ste-Julienne, dézonnée, idéal roulotte, construction. 439-8195 après 18h.

135 Terres

LANAUDIERE

Loc Ayotte, Ste-Élizab., dans un domaine de 450 arpents car., avec lac limpidé et sauvages, terrain de 100 000 pi.c.a. avec un défilé de 300 pi. beige, développement d'un nombre restreint de part à partir de 0,75\$/pi.c.a. 514-756-3731.

TERRAINS EXCEPTIONNELS LAURENTIDES. BORD DE LAC.
434-2488, 819-274-2825

160 Appartements-logements à louer

VIÉUX-LONGUEUIL, rue St-Charles, grand 4 1/2, semi-meublé, lave-vaisselle, alarme, intercom, électricité. Près centre d'achats, métro et autobus. Libre novembre. 679-3565.

VIÉUX-MTL, Place Royale, très clair, 2 c.c., 2 s/bains, foyer, air cl., jardin, garage, 1200\$. Libre 288-8178.

VILLERAY / DE GASPÉ, 4 1/2 entièrement, tranquille, près métro. 408-278-9775

164 Condominiums à louer

LES DE SOEURS, 3 c.c., 2 s/bains, électro, garage, terrasse, feu, soleil, piscine, 1800\$. 514-245-3569.

ST-ANDRÉ, condo, grand 5 1/2, foyer, b. tourbillon, 625\$. 416-479-2136 soir.

165 Propriétés à louer

VARENNES, 2430 rue Frontenac, bung 1/2, remis à neuf, grande cour, près école. 675\$. 1-883-0350.

215 Terrains commerciaux

ST-JOVITE, 155 pi. terrain, rue principale (Oulmet sud), Façade comm. 43 000 pi.c.a. 819-686-9239

Bureaux à louer

BUREAU 1025, REZ-DE-CH., 2500 P.C.A. SUBDIVISÉ. 668-9900

BUREAU professionnel à Port Vau, 700 pi., services. 669-9102 (jour)

BUREAU UNIQUES, centre-ville coin Guy et Ste-Catherine, 700 pi.c.a., 3 bureaux à louer-louer. Tax. très raisonnables. Appelez Tim (jour) 937-2865.

CENTRE-VILLE, bureaux à louer sur René-Lévesque-Boulevard de 6 mois au plus débutant à 13\$/pi.c.a.
395-0595 (jour), 678-5483 soir.

FACE JARDIN BOTANIQUE, Pia IX, 1800 pi.c.a., 5 bureaux fermés, grande salle d'entrée pour secrétariat, climatisé, stationnement, 1000\$/mois. 844-0770.

555 Garderies

GARDERIE Enfants ou personnes âgées "chez vous", tarifs très modérés. 271-7198

560 Entretien, rénovation

Ciment-Brique-Cheminée 435-8803 RESTAURATION LAZARE ENR.

575 Déménagement

DISPONIBLE TOUT TEMPS
Déménagement, Local et longue distance. Assurance complète. 263-3275

GILLES JOOIN TRANSPORT INC.
Déménagements de tous genres. Spécialité: Appareils électriques. Assurance complète. 263-4374

667 Motocyclettes

PAYER-VOUS VOTRE REVE Harley XLH 88, bas mileage, impeccable, "business like", modèle abasé. (514)942-1873

695 Automobiles

BMW 535i '86
Manuelle, 78 000 km, comme neuve, 12 500\$ nég. LOGIBEC AUTO. 449-3050

BUICK SKY LARK 85, 4 portes, out. très propre, en bonne condition. Prix négociable. 523-2008, après 16h.

JAGUAR SOVEREIGN 1990: Comme neuve, près d'river, 55 000km. Tel. Tom. (613) 347-7352

TOPAZ GS 87: 99,000km., 4 portes, mécanique, carrosserie impeccables. 3 000\$, cause départ. Jr. 449-8146. Sr. 442-7658

101 Propriétés à vendre

MTL MERCIER, bungalow 1/2, 83, 3 c.c., s/bain, face parc, près métro, services, tranquille. 138 000\$ nég. 353-3122 (après 19h)

NOUVEAU-BORDEAUX, triplex, fenêtres aluminium, portes acier, pas agent. 331-2790

ST-JOSEPH-DU-LAC, prop. de prestige, 3 c.c., s/diner, 3 s/bains, foyer, gar. double, cant. 92, 34 000 p.c.a., 219 000\$. 945-3984

TERREBONNE, Cottage 81, détaché, paysager, 3 grandes c.c., cuisine moderne, four encastré, Jem-Air, améris blanches stratifiées, planches céramique, paysager, piscine hors-terre, cabanon, près écoles, piste cyclable, parc, secteur tranquille. 165 000\$. 67C-471-8055

103 Propriétés à vendre

PREs HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT

Condominium de prestige, tout du Métro, 8ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégés, lumière. Intérieur 1 500 pi.c.a. plus terrasse près de 400 pi.c.a., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluent saunas, piscine intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704

PLATEAU 5 1/2, 2 c.c., 920 pi.c.a., cachet, complètement rénové 3 d.c., 92 000 \$, 2ème. 87 000 \$ à 4658 de Lanaudière, près Giffard. 278-2387

PLATEAU Grand studio, style loft, cachet, complètement rénové 55 000 \$ de Lanaudière, près Giffard. 278-2387

PREs HOPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT

Condominium de prestige, tout du Métro, 8ème étage, vue dégagée et superbe sur ville et bois protégés, lumière. Intérieur 1 500 pi.c.a. plus terrasse près de 400 pi.c.a., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluent saunas, piscine intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix 210 000 \$ sur rendez-vous. Jour: 987-3838, soir: 388-2704

105 Propriétés à vendre

HOCHELAGA, W. David, 3 s 1/2 ét., 1600 rev. 154 000\$. 329-0595, 278-0499

L.D.R., triplex 2 x 4 1/2, 1 x 7 1/2, rénové, 24 boul. Claimont. 587-1897

LACHENAIE

SITE PRIVILÉGE, imm. très propre, 20 + 4 logements, rev. annuels 101 282\$ + 118 963\$. Portée condition. 474-9270

MTL RUE IBERVILLE 15 x 4 1/2. Rev. net 87 605\$. Rev. net 57 261\$. Re/Max. Inc. en c. M. Martineau. 1-759-3008

TERREBONNE, luxueux triplex, valet des écoles, 2042 boul. des Seigneurs, valet, const. 1988, 225 000\$. 1-834-8693

121 Cantons de l'Est

A COMPTON, 35 acres zonés blanc, avec 2 étangs aménagés. 95 000\$. 819-838-5050

A ST-ADRIEN-DE-HAM, ferme, très belle vue, 5 arpents de large par 1 mille de long, maison fait cathédrale, grange neuve 1990, grand hangar, air climaté, cause décès. 1-819-828-3289

CONDÔ A SHERBROOKE

VENTE OU ÉCHANGE (OUTREMONT)
10 min. CEGEP et Univ., 5 1/2, 2 c.c., fenêtres sur 4 côtés, secteur tranquille, qualité vie, vue rivière, terrasse. Prix 65 000\$. Sans intermédiaire. Transfert d'emploi. 270-3738

OUVERT AUX VISITEURS

Adorable chlet, 2 c.c., terrain boisé 15 000 p.c.a., 39 500\$.

Dim. 18 octobre, 14h à 16h
6 D'ESPAGNE, BROMONT
NICOLE GAUTHIER ENR. courtier
676-9647 ou 1-819-826-2862

ROCK FOREST, 2 étages, 85, piano, air climaté, foyer, 4 c.c., pac. h/f, terr. pays 66 x 100 pi., beau secteur, boisé à l'arrière. 819-564-6675 ou 1-314-375-0361.

SUTTON, LA PNEDE, chlet-condo, 41 500 \$ (59 \$/sem.), concept européen, occupation nov 92.
Lux. Vaillancourt. 591-3226.

125 Hors-frontières

FORT LAUDERDALE, superbe condo 4 1/2, avec 2 s/bains, dans un complexe sécurisé, au Lac Emerald avec plage, situé face à un golf, à 4.5 miles de la mer. 59 000\$.
Jour: 643-4477. Soir: 582-2771.

124 Terres/fermes

COMÉ NICOLET, écurie, maison, hangar, rond de course, 32 arpents. 1-819-229-3437

OUTREMONT

YAN HORNE & ROCKLAND
RÉSIDENTIEL OU COMMERCIAL
Grand 6 1/2 - Libre 1er nov.
276-0053

PIE-IX à 30 m du métro Pie-IX, 4 1/2 pièces et moderne, aspirateur central, intercom. 498-254-1345

PLACE VASALLEES

Grand 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffé, eau chaude, stationnement, sauna, piscine ext., face centre d'achat, près métro Rodson.
353-1900

PLATEAU MONT-ROYAL

7 1/2 De Lafram, entre Mt-Royal et Marie-Anne, très éclairé, planches bois franc, s de r. rénové, stat., chauffé. 525-3299

PRINCE-ARTHUR, grand 3 1/2, à louer, 500\$, valet 7225. 849-3676 ou 664-0058.

REZ-DE-CHAUSSÉE, 4 1/2, très rénové, tranquille, près métro, Vendu et nombreux services, stationnement, 475\$. 759-4655

STUDIO, loft 12 X 40, rénové, 2 pcs fermés, 1161 sq. Pieds Planches céramique, "baby window" idéal bureau prof. 272-1757.

160 Appartements-logements à louer

8602 ST-DENIS, près métro, 6 1/2 rénové, chauffé, 2e, 675\$. 668-0998, 665-0368.

AHUNTSIC, grand 5 1/2, b/c, foyer, aire ouverte, chauffé, écouli, eau ch., max 2 pès. stat., 800\$. 381-4559

AHUNTSIC, grand 5 1/2 rénové, 3 c.c., 2 s/bains, 383-0301 ou 271-4433

AHUNTSIC, grand 5 1/2 (r-de-ch) + s/bain, garage, libre, très propre, métro Crémazie, 304 Legendre ouest, 650\$. 388-1025 (après 18h) ou 674-9391

APP. PRES CARÉ ST-LOUIS, 4 1/2 chauffé, 5425. 727-4195. 845-1973

BEAU PETIT, 5 1/2, 209 Bernard ouest, Adj. Out., idéal orfèvre. 271-9232, 731-5026

BOUL. ST-JOSEPH E., luxueux 5 1/2, 1/2, pièces, boiserie, vitraux, balcon. 750\$. 521-4498

BROSSARD, Luxueux 4 1/2, style condo, tout incl., piscine int., près Mail Champlain. Libre 700\$. 656-1874

C.D.N., LACOMBE, Haut duplex, 7 pièces, 2 s/bains, chauffé, 1 300\$. 739-1505

C.D.N., 7 1/2, rue Maréchal, U de Mt et métro. 4 c.c., poêle/figo, lav/vos., alc., sac central, nov. 739-7647.

C.D.N., haut de duplex, ent. rénové, 7 1/2 s/bains, eau chaude, écouli, écouli et garage. 1300\$. 733-9170.

CHOMÉDE, coop d'habitation, 5 1/2, 4 1/2, possibilité de louer membres. 682-8571

DESJARDINS, grand 7 1/2, 4 c.c. fermées, ent. lavé/ch., stat., 650\$. 257-1292

DEVANT GRAND PARC, 4 1/2, 3e, 322 Parc G.E. Cartier. Métro St-Henri, ch. écouli ent. lavé/ch., balcon très ensoleil., nov. 450\$. 932-4247

EDOUARD-MONTPELLIER, 5 1/2, 4 1/2, chauffé, équipé, très propre, stat. int. Libre. Bail flexible. 341-6148.

LAURIER OUEST, 3ème, grand 6 1/2, rénové, chauffé, entrée 1 s., libre. 775 \$ 272-5583, 737-3563

N.D.G., grand 4 1/2 bien situé, près métro, chauffé, eau chaude, 665\$/mois. 393-1222

OUTREMONT, 5 1/2, gr., éclairé, gr. terrasse, lav./sch., tranquille, sécuritaire. 10 min. U de Mt et McGill. Ter nov. 815\$. 278-9003

OUTREMONT, 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseur, chauffé. 849-7061

OUTREMONT, RUE MAJOR

7 1/2 haut duplex, 6 1/2 bas duplex, 1 1/2 s/bains, garage, 950\$ chauffé.
769-3542, 733-4192

OUTREMONT, ave Ducharme, 5 1/2 rénové, rez-de-ch., près métro, stat., 655\$. 342-2414

OUTREMONT, face au Mont-Royal, 33 en Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffés, gym, "sun deck". 277-5873

OUTREMONT, Grand 6 1/2 rénové, ent. lavé/ch., tranquille, face parc, 2 min. métro 695\$/mois. Ter/éc. 468-2833

165 Propriétés à louer

VARENNES, 2430 rue Frontenac, bung 1/2, remis à neuf, grande cour, près école. 675\$. 1-883-0350.

175 Maisons de campagne à louer

LAC BROME, bord du lac, 3 chambres, 2 s/bains, près pentes de ski, saison ou année. 658-1884.

ORFORD-SUR-LE-LAC, luxueux maison tranquille, maison excep., 3 c.c., 4 s/bains, ent. meublée, 15 novembre au 15 avril. 4605\$. 227-4038

ST-SAUVEUR, pied des pentes, rue tranquille, maison excep., 3 c.c., 4 s/bains, ent. meublée, 15 novembre au 15 avril. 4605\$. 227-4038

176 Chalets à louer

A STE-MARGUERITE, lac Marier, 4 c.c., 2 s/bains, 2 foyers, toutes commodités, mois ou saison. 1-228-2358, 843-7658

185 Chambres et pensions

BOUL. ST-JOSEPH, 3 c.c. meublées dans ave de style, accès cuisine, salon, lav/bain. 3 pès. 350\$/mois + 598-9780. 642-9194.

186 Maisons de repos, retraite

A MTL, pour personnes âgées autonomes, médecin, résidence neuve, frais petit, bonne nourriture, lits neufs. 642-9194.

ALU PLATEAU Mont-Royal. Retraité-e, vous méritez du confort moral et physique, activités, bonne nourriture. Nouvelle administration. 1 mois gratuit. 527-0122

FOYER pour personne autonome, semi-autonome, chambre privée ou pour couple, surveillance 24h, L.D.R. 681-3354

GRUPE NOUVELLE TENDRESSE

Offre aux personnes âgées autonomes ou semi-autonomes: luxe et tendresse, logement spacieux, s de bain individuel, repas gastronomiques, contrôle médical, nombreux services, tout compris (pension 1895 mensuel durant 4 mois. Ensuite 750\$. Aucune augmentation annuelle de loyer. Fait voir. Résidents actuels notre meilleure référence. Place Priméville, 50 minutes Montréal. 84 unités.
1-800-561-3050

MAISON PRIVÉE, chambre et pension pour personnes âgées, soins 24h, repas, transport fourni. Lastale. 595-9025

259 Espaces commerciaux à louer

4115 PARNÉAU: Beau grand local pour profs, chauffé, face parc. 525-1875

BAUBIEN: près St-Hubert, face S.A.Q. Local 2200 p.c.a. 279-3323

ESPACES jusqu'à 7500 pi.c.a., en un tout, 500\$/mois, près de Sorel. Jour: 272-9919.

303 Antiquités

ACHAT ANTIQUITÉS

Collectionneur recherche: objets d'art, lampes, jouets, meubles, etc...
761-1727

307 Livres / disques

LIVRES RARES ANCIENS, collection privée. Forcé de vendre. 524-7709

320 Ameublement

BIBLIOTHÈQUE Chêne massif. Portes vitrées 4' X 7'. 737-6336

SUPERBES FAUTEUILS tambour neufs (2). Cuir broché, couleur terre de Sienne, design italien. Valeur de 8 000 \$ pour 5 000 \$ 272-8399

342 Vêtements, fourrure

MANTEAU DE DRAP neuf, vert kaki, col simili fourrure, 12 ans, création Jean-Claude 500\$, valeur 1000\$. 341-4733

350 Animaux

ROTWEILER (8 CHIOTS)
445-7360

450 Emplois divers

ACHETEUR / AGENT DE LIASON recherché. Expérience commerciale et administrative nécessaire. Le candidat doit pouvoir démontrer ses compétences à établir et maintenir contacts commerciaux avec l'Extrême-Orient. La connaissance des langues chinoise et anglaise est exigée. Faire parvenir C.V. à DOSSIER 399, LE DEVOIR, C.P. 6033, Succ. Place d'Armes, Mt. Qc. J2R 3S6

520 Préparation de C.V.

C.V. par détenteurs de MBA membre du Bureau d'éthique commerciale Prestige. 939-2200

529 Services professionnels

"LES MAITRES DE LA TOITURE" Toitures asphalte, bois/caux, tuiles, etc. M. 745-6207, 565-6239

AGENCE FEMMISTIQUE
Gardiennes, femmes de ménage, bilingues, expérimentées, références, disponibles à
Québec, Montréal, Toronto et U.S.A.
418-529-2178

REMBOURSEMENT SÉLECT
Estimation gratuite.
341-2367

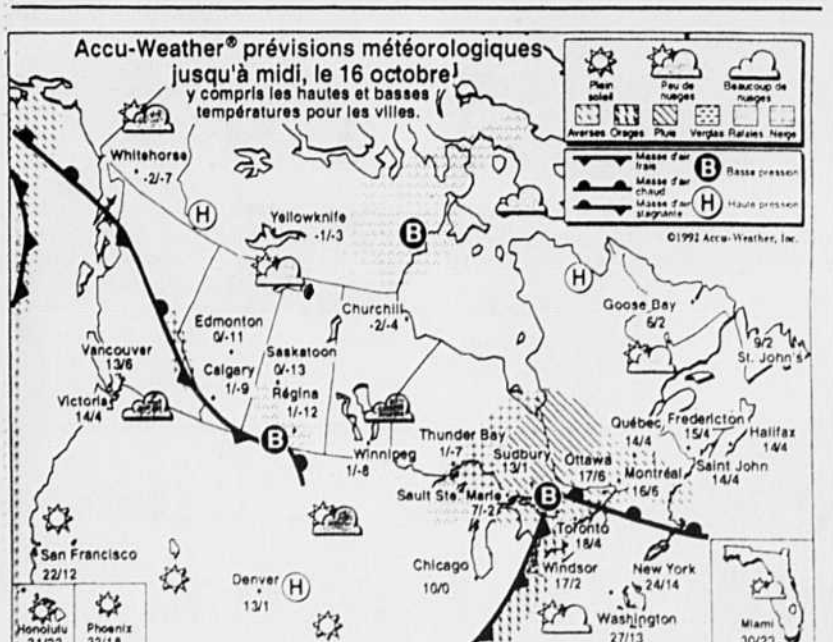
530 Cours

ANGLAIS INTENSIF, par diplômée de McGill, moy. 118\$/h. ANGLU LINGUA 627-8546.

DES MILLIERS DE COEURS à protéger

440 boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1400
Montréal (Québec) H2Z 1V7
Tél.: (514) 871-1551 ou 1-800-361-7650 (Siège social)
Téléco.: (514) 871-1464

LA METEO



Situation générale: Une dépression en formation sur le mid-west américain a déjà commencé à ennuager le ciel de l'ouest et du sud du Québec, aujourd'hui. L'ennuage se poursuivra sur les régions du centre, cette nuit et vendredi. La pluie associée à la dépression débitera sur l'Abitibi, cette nuit et se propagera sur le reste des régions, vendredi. Le mauvais temps sera accompagné de forts vents. Toutefois, la Gaspésie et la Côte-Nord pourront profiter de beaux temps, vendredi.

Samedi, il fera froid et ce sera venteux sur le Québec. Le ciel demeurera nuageux et sur les régions du nord on pourra même voir quelques flocons. Cependant, il pleuvra sur la Basse-Côte-Nord.

Les températures seront près de normales saisonnières, vendredi, mais deviendront sous ces valeurs, samedi.

MONTRÉAL

Pluie intermittente. Risque d'orages en après-midi. Max.: 15. Vents d'est à sud-est de 30 à 50 km/h diminuant en après-midi. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec éclaircies et 30 % de probabilité d'averses de pluie ou de chutes de neige. Min.: 4. Max.: 6.

LEVER DU SOLEIL COUCHER:
7 h 12
18 h 08

QUÉBEC

Abitibi et Témiscamingue: Pluie parfois forte. Max.: 9. Vents d'est de 30 à 50 km/h diminuant en après-midi. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec 50 pour cent de probabilité d'averses de pluie ou de chutes de neige. Min.: 0 et stable par la suite.

Réservoirs Cabonga et Gouin: Pluie parfois forte débutant le matin. Max.: 6. Vents d'est à nord-est de 30 à 50 km/h. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec 60 % de probabilité de chutes de neige. Min.: 3 puis stable par la suite.

Pontiac, Gatineau et Lièvre et Laurentides: Pluie intermittente. Max.: 12. Vents d'est à sud-est de 30 à 50 km/h en diminuant en après-midi. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec 40 % de probabilité d'averses de pluie ou de chutes de neige. Min.: 3 puis stable par la suite.

Ottawa et Hull: Pluie intermittente. Risque d'orages en après-midi. Vents d'est à sud-est de 30 à 50 km/h en après-midi. Max.: 15. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec éclaircies et 30 % de probabilité d'averses de pluie ou de neige. Min.: 2. Max.: 6.

Corwallis: Pluie intermittente. Risque d'orages en après-midi. Max.: 15. Vents d'est à sud-est de 30 à 50 km/h diminuant en après-midi. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec éclaircies et 30 % de probabilité d'averses de pluie ou de neige. Min.: 4. Max.: 6.

Estrie: Pluie intermittente débutant le matin. Max.: 15. Vents d'est à sud-est de 30 à 50 km/h. Samedi: Ventoux et froid. Nuageux avec 40 % de probabilité d'averses de pluie ou de neige. Min.: 5 puis stable par la suite.</

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

La guérilla tamoule sème la mort parmi les civils au Sri Lanka

COLOMBO (AFP) — Au moins 161 personnes dont 130 civils ont été tuées, selon un nouveau bilan, lorsque des séparatistes tamouls ont attaqué quatre villages musulmans dans la nuit de mercredi à hier à l'est du Sri Lanka, ont déclaré des responsables de la sécurité à Colombo.

Il s'agit du plus important massacre de civils perpétrés par la guérilla tamoule depuis deux ans.

130 civils musulmans et 19 membres du personnel de sécurité gardant les quatre villages ont été tués par des tirs ou à l'arme blanche par des maquisards du mouvement séparatiste, les Tigres de Libération de l'Eelam tamoul (LTTE), a-t-on ajouté de mêmes sources. Les corps de 12 combattants du LTTE ont été retrouvés par les soldats.

L'attaque a été menée de nuit alors que les habitants des villages de Paliyagodalla, Pamburana, Ahmedpura et Agbopura, dans le district de Polonnaruwa, étaient encore endormis, a déclaré le principal porte-parole de l'armée, le colonel Sarath Munasinghe. Il a ajouté que plus de 100 maquisards munis d'armes automatiques avaient participé à l'attaque, et que le petit nombre de soldats chargés de la protection des villages n'avait pu résister.

Plus tôt hier, le colonel Sarath Munasinghe, principal porte-parole de l'armée, avait déclaré à la presse que « de nombreux maquisards » du LTTE attaquaient les villages de Pa-

liyagodalla, Pamburana, Ahmedpura et Agbopura dans le district de Polonnaruwa.

Selon des sources militaires, 84 personnes ont été tuées dans le seul village de Paliyagodalla, dont la population estimée à 2000 à 3000 habitants est à « 100 % musulmane », comme à Pamburana et Ahmedpura.

Au moins cinq maquisards du LTTE ont été tués par les soldats. « Les pilotes d'hélicoptères ont engagé le combat avec 100 à 150 Tigres du LTTE qui s'éloignaient des villages », a déclaré le colonel Munasinghe, précisant que le camp de l'armée le plus proche se trouvait à 5 km au nord des villages et que des renforts de l'armée y avaient été dépêchés.

Il s'agit d'une des attaques les plus meurtrières du LTTE contre des musulmans depuis le massacre en août 1990 de plus de 200 musulmans lors de deux attaques contre des mosquées dans le district voisin de Batticaloa.

Le LTTE mène une guerre sanglante pour créer un État tamoul indépendant au nord-est du Sri Lanka et accuse les musulmans d'être aux côtés des forces de sécurité et des Cinghalais dans leur lutte contre les séparatistes.

Au cours du seul mois de septembre, les maquisards du LTTE ont tué 103 membres des forces de sécurité et 37 civils dont sept musulmans.

Savimbi joue la carte d'un deuxième tour aux présidentielles angolaises

Une violente explosion attribuée à ses partisans mine tout compromis

d'après Reuter et AFP

LISBONNE — Jonas Savimbi a affirmé hier que les résultats définitifs de l'élection présidentielle du mois dernier révélaient que le président Jose Eduardo dos Santos avait recueilli moins de 50 % des suffrages et qu'en conséquence un second tour serait organisé.

L'ancien chef rebelle a fait cette déclaration lors d'une conférence de presse tenue dans son fief de Huambo, dans le centre de l'Angola.

La radio portugaise TSF, qui rapporte les propos du chef de l'UNITA, ajoute qu'il a annoncé son retour dans la capitale, Luanda, aujourd'hui.

Jonas Savimbi a précisé que le président Dos Santos avait obtenu 49,5 % des voix et lui-même 40,6 %.

Les résultats provisoires des scrutins présidentiel et législatif des 29 et 30 septembre ont fait apparaître une victoire avec la majorité absolue tant du président sortant que de son parti, le MPLA.

Le leader de l'UNITA a contesté ces résultats affirmant qu'ils étaient entachés de fraude, accusation qu'il a reprise lors de sa conférence de presse.

Aux élections législatives, il a toutefois dit que les résultats définitifs donnaient la victoire au Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, avec 53,7 % des suffrages, contre 34,1 % à l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola.

Le reste se répartit entre plusieurs petits partis.

Jonas Savimbi a précisé qu'il s'était entretenu dans la journée par téléphone avec le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali. Ce dernier « a confirmé que les résultats étaient 49,5 contre 40,6 % aussi il y aura un second tour. Et bien c'est une bonne nouvelle ».

Par ailleurs, le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. Roelof « Pik » Botha, a intensifié hier ses efforts pour une rencontre entre le président angolais José Eduardo dos Santos et le dirigeant de l'UNITA Jonas Savimbi alors qu'à Luanda trois suspects ont été arrêtés pour l'explosion d'un dépôt de munitions près de l'aéroport de la capitale dans la nuit de mercredi à hier.

Selon des sources angolaises infor-



La police militaire angolaise examine les restes d'un dépôt de munitions de la banlieue de Luanda, qui a volé en éclats sous l'impact d'une puissante bombe dans la nuit de mercredi à jeudi. Dans le climat de tension actuel, c'est la thèse du sabotage, attribué aux partisans de M. Jonas Savimbi, qui est privilégiée.

mées, l'un des suspects aurait avoué appartenir à l'UNITA.

M. Botha attend toujours sur le bateau hôtel grec « Méditerranéen sea », amarré à Luanda, la réponse de M. Savimbi au « message personnel », selon la délégation sud-africaine, qu'il a envoyé hier. « Il verra

ensuite s'il restera ou s'il regagnera Prétoria », a ajouté un de ses conseillers.

Le dirigeant de l'UNITA, qui se trouve à Huambo dans le centre-sud de l'Angola, avait fait savoir, dans la nuit de mercredi à hier peu avant l'explosion qui a secoué la ville, qu'il

refusait de se déplacer à Luanda « pour raisons de sécurité ».

M. Savimbi avait toutefois indiqué être prêt à rencontrer M. dos Santos ailleurs dans le pays.

M. Botha lui a envoyé, hier matin, un avion et proposé comme lieu de rencontre « neutre » le bateau grec, selon des sources informées.

Sur les lieux de l'explosion, tout a été détruit et trois corps ont été découverts. Les services de sécurité redoutent cependant que le nombre des victimes soit plus élevé car une dizaine de gardes étaient en poste, au moment de l'explosion et on ignore si tous ont pu s'enfuir à temps.

Le dépôt, un des plus grands de la capitale, est situé à environ 4 km de la présidence angolaise à Futungo, non loin de maisons préfabriquées, habitées par des Brésiliens, et des villas des observateurs de l'ONU (UNAVEM).

Les habitants de Luanda ont peu ou pas dormi car, après la grande peur suscitée par l'explosion, des coups de feu ont été tirés dans plusieurs quartiers.

Ils attendent désormais avec fatalisme et anxiété la suite des événements.

L'enthousiasme avec lequel ils écoutaient chaque bulletin radio pour l'annonce éventuelle des résultats officiels des élections des 29 et 30 septembre derniers a laissé la place au malaise car même l'homme de la rue sait que des tractations politiques sont en cours et que M. Savimbi réclame un partage du pouvoir.

Officiellement, le Conseil national électoral (CNE) doit faire la synthèse des résultats et des conclusions des commissions d'enquête établies pour examiner les allégations de fraude soulevées par l'UNITA.

Les derniers chiffres avancés jeudi pour l'élection présidentielle donnaient 49,57 % à M. dos Santos contre 40,1 % à Jonas Savimbi, ce qui devrait mener normalement à un deuxième tour de scrutin si les tensions actuelles s'apaisent.

CET ÉTÉ MOI J'AIDE À SAUVER LES PROJETS D'OXFAM-QUÉBEC. J'ENVOIE MON 10

Le gouvernement libanais démissionne

BEYROUTH (AFP) — Le premier ministre libanais Rachid Solh a présenté hier au chef de l'État Elias Hraoui la démission de son gouvernement, prévue après les élections législatives qui se sont achevées le 11 octobre, a-t-on appris de source officielle.

Le prochain gouvernement devrait être formé après des consultations du chef de l'État avec la nouvelle Assemblée, dont le mandat commence aujourd'hui.

Au cours de son mandat, le cabinet

Solh n'a pas réussi à résorber la crise financière et économique qui avait mené à la chute de son prédécesseur Omar Karamé le 6 mai. La monnaie nationale a continué à se déprécier face aux devises étrangères, gravitant autour de 2500 livres libanaises pour un dollar, contre 1500 L.L. sous le cabinet Karamé.

Répondant au désir de Damas, le gouvernement Solh a en outre organisé des élections législatives, les premières depuis 20 ans, qui ont été boycottées par le camp chrétien.

MATINÉES À 5.00\$* du lundi au vendredi à l'exception des mardis à 4.25\$ et des jours fériés.

TARIF JEUNESSE AUX 14-20 ANS 6.00\$* *Parlout, en tout temps à l'exception des mardis à 4.25\$ et des matinales à 5.00\$

CINÉMAS CINÉPLEX ODÉON

POUR INFORMATION, APPELEZ 849-FILM de 11h00 à 22h00

DU 16 AU 22 OCTOBRE 1992

BERRI 849-FILM
1280, rue St-Denis

CUIRASSE EN PÉRIL (16 ans) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30

CONFESSIONS D'UN BARJO (G)
1:40 - 3:25 - 5:15 - 7:15 - 9:15

GLENGARRY GLEN ROSS (13 ans) Dolby Stereo
(v. française) 1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30
Excepté le 21 octobre : 1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:30

LE CÔTE OBSCUR DU COEUR (13 ans)
Dolby Stereo (sous-titres français)
1:30 - 4:00 - 7:00 - 9:30

LE DERNIER DES MOHICANS (13 ans)
1:45 - 4:15 - 7:10 - 9:25

BROSSARD 849-FILM
Mail Champlain - 6600, boul. Taschereau

GLENGARRY GLEN ROSS (13 ans)
Dolby Stereo (v. française)
Sam. et Dim. : 2:15 - 7:10 - 9:30
Dim. : 1:45 - 4:15 - 7:10 - 9:30
Sem. : 7:10 - 9:30

MR BASEBALL (G)
Sam. et Dim. : 2:15 - 7:00 - 9:25
Dim. : 1:35 - 4:00 - 7:00 - 9:25
Sem. : 7:00 - 9:25

LE DERNIER DES MOHICANS (13 ans)
Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 2:15 - 7:05 - 9:30
Dim. : 2:00 - 4:30 - 7:05 - 9:30
Sem. : 7:05 - 9:30

CARREFOUR LAVAL
2330, boul. Le Carrefour 849-FILM

SNEAKERS (G)
Sam. et Dim. : 1:45 - 4:15 - 7:00 - 9:35
Sem. : 7:00 - 9:35

HERO (G) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:35 - 4:15 - 7:00 - 9:30
Sem. : 7:00 - 9:30

CANDYMAN (13 ans) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:30 - 3:30 - 5:30 - 7:30 - 9:35
Sem. : 7:30 - 9:35

THE PUBLIC EYE (13 ans)
Sam. et Dim. : 1:35 - 3:35 - 5:35 - 7:35 - 9:40
Sem. : 7:35 - 9:40

APRES L'AMOUR (13 ans) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:45 - 4:00 - 7:00 - 9:20
Sem. : 7:00 - 9:20

LA BELLE HISTOIRE (G) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:30 - 5:00 - 8:30 Sem. : 8:30

CENTRE-VILLE 849-FILM
2001, Université, Métro McGill

SNEAKERS (G)
Sam. et Dim. : 1:05 - 7:05 Sem. : 7:05

JEUNE FEMME CHERCHE COLOCATAIRE (16 ans)
Sam. et Dim. : 3:35 - 9:35 Sem. : 3:35 - 9:35

MR BASEBALL (G)
Sam. et Dim. : 1:05 - 7:05 Sem. : 7:05

WIND (G)
Sam. et Dim. : 3:10 - 9:10 Sem. : 3:10 - 9:10

LA FEMME DE L'ÉPICIER (G)
(v. o. avec sous-titres français)
Sam. et Dim. : 1:00 - 3:05 - 5:15 - 7:20 - 9:30
Sem. : 3:05 - 5:15 - 7:20 - 9:30

THE DARK SIDE OF THE HEART (13 ans)
(sous-titres anglais)
Sam. et Dim. : 1:05 - 3:40 - 7:00 - 9:30
Sem. : 3:40 - 7:00 - 9:30

MR SATURDAY NIGHT (G)
Sam. et Dim. : 1:00 - 5:05 - 9:20
Sem. : 5:05 - 9:20

A BRIEF HISTORY OF TIME (G)
Sam. et Dim. : 3:20 - 7:30
Sem. : 3:20 - 7:30

THE PUBLIC EYE (13 ans)
Sam. et Dim. : 1:05 - 3:40 - 7:15 - 9:15
Sem. : 3:05 - 5:10 - 7:15 - 9:15

CANDYMAN (13 ans) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 1:05 - 3:05 - 5:10 - 7:15 - 9:15
Sem. : 3:05 - 5:10 - 7:15 - 9:15

BETTY (13 ans)
Sam. et Dim. : 1:05 - 3:10 - 5:15 - 7:20 - 9:25
Sem. : 3:10 - 5:15 - 7:20 - 9:25

CRÉMAZIE 849-FILM
8610, rue St-Denis

REQUIEM POUR UN BEAU SANS COEUR (16 ans) Dolby Stereo
Sam. et Dim. : 7:05 - 9:10
Dim. : 2:00 - 4:30 - 7:05 - 9:10

AVIS PUBLICS

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

AVIS COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

SÉANCE PUBLIQUE

DATE : 22 octobre 1992
HEURE : 19 h 00
LIEU : Complexe Guy-Favreau
Centre des conférences
Salle des Saules
200, boulevard René-Lévesque ouest
Niveau 00
Montréal, Québec
(Métro Place-d'Armes)

Renseignements : 280-3460

La Coordonnatrice aux Commissions

SUJET PRÉVU : Modifications au Règlement 97 relatif au transport par taxi sur le territoire de la CUM

Une période de questions est prévue au cours de la séance. Pour poser des questions, les intervenants doivent s'inscrire entre 18 h 45 et 19 h 00.

Le 16 octobre 1992

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES BSA.92-ME-025
pour 14 h 00 (heure locale) le mardi 3 novembre 1992

Groupe Exploitation régionale
Région Laurentides

Vente de matériel de transport et de matériel divers (Surplus d'actif)

12 Automobiles
26 Camionnettes
4 Camions à nacelle
1 Camion à tarrière
7 Camions divers
5 Motoneiges
6 Remorques

Dégauchisseuse
Scie radiale et à ruban
Tour à bois
Chargeur à batterie
Dépoussiéreur
Compresseurs
Pièces hydrauliques
Tours à bobiner; soudeuse, etc...

EXAMEN DU MATÉRIEL
Les 21, 22 et 23 octobre 1992
de 8 h 00 à 12 h 00
et
de 13 h 00 à 16 h 00

à l'endroit suivant:
- 3700, rue Bellefeuille, Trois-Rivières, Qué.
(Guy Hamelin)

ADMISSIBILITÉ
Toute personne physique ou morale répondant aux conditions précisées dans le document d'appel d'offres, qui peut être obtenu gratuitement les jours d'examen du matériel.

GARANTIE DE SOUMISSION
10 % du montant total soumissionné

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une ou l'ensemble des soumissions reçues.

RENSEIGNEMENTS
Guy Hamelin
(819) 371-6258
René Cantin, Ing.
Chef de service
Achats, Contrats et Surplus d'actif

appel d'offres

Gouvernement du Québec

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

La Direction générale de l'informatique requiert les services de firmes spécialisées en informatique pour la réalisation du mandat concernant la maintenance et l'évolution de systèmes informatiques sous sa responsabilité.

Les documents peuvent être obtenus ou consultés à l'adresse ci-après mentionnée. Les offres de services seront reçues jusqu'à 15.00 heures, le 27 octobre 1992. L'ouverture se fera immédiatement après l'heure limite fixée.

Le réceptionniste
Direction générale de l'informatique
Ministère des Communications
Édifice Cyrille-Duquet
1500-A, boul. Charest Ouest
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

Tout fournisseur comptant plus de cent employés devra être détenteur d'une attestation émise par le ministre des Approvisionnements et Services à l'effet qu'il s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne, si le contrat lui est adjugé. Cette obligation s'impose aussi au sous-contractant ayant plus de 100 employés si le sous-contrat dépasse 100 000 \$.

Seuls seront considérés les fournisseurs ayant une place d'affaires au Québec et possédant les qualifications minimales requises. Le ministre ne s'engage à accepter aucune des offres de services reçues.

MICHEL ROY, sous-ministre

Québec

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES
BSA-92-MN-011
pour 14 h 00 (heure locale)
le mardi 3 novembre 1992

Groupe Exploitation régionale
Région Manicouagan

Vente de matériel de transport et de matériel divers (Surplus d'actif)

Manic 2
Matériel électrique
Outillage
Quincaillerie
Pneus
Matériel divers

Sept-Îles
2 Automobiles
1 Camionnette de livraison
1 Camion plate-forme (flèche)
1 Camion fourgon
14 Motoneiges

Baie-Comeau
11 Automobiles
5 Automobiles familiales
9 Camionnettes de livraison
3 Camions suburbain
1 Fourgonnette
1 Camion plate-forme
1 Camion nacelle
1 Grue mobile (petibone)
1 Tracteur chenille
2 Motoneiges (2 chenilles)

EXAMEN DU MATÉRIEL
Les 26 et 27 octobre 1992
de 9 h 00 à 12 h 00
et
de 13 h 00 à 16 h 00

aux endroits suivants:
- Route 389, Manic 2, Qué. (André Cloutier)
- 1925, rue Décoste, Sept-Îles, Qué. (Yves Lajoie)
- 115, boul. Comeau, Baie-Comeau, Qué. (Yvon Lavoie)

ADMISSIBILITÉ
Toute personne physique ou morale répondant aux conditions précisées dans le document d'appel d'offres, qui peut être obtenu gratuitement les jours d'examen du matériel.

GARANTIE DE SOUMISSION
10 % du montant total soumissionné

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une ou l'ensemble des soumissions reçues.

RENSEIGNEMENTS
Yvon Lavoie
(418) 294-3862
René Cantin, Ing.
Chef de service
Achats, Contrats et Surplus d'actif

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

Les fédéralistes ont déjà gagné

Avec un OUI comme avec un NON, l'indépendance est la grande perdante de cet exercice

André Néron

Ex-membre du Parti québécois, ex-conseiller général de la SSJB-Montréal

DEPUIS le commencement de cette campagne référendaire sur les offres de Charlottetown, je suis forcé de prédire que les fédéralistes vont en sortir grands vainqueurs. Non pas que je prévois une victoire de l'OUI. Mais surtout parce qu'on doit aujourd'hui constater que même si le NON l'emportait, avec moins de 60 %, ce sont encore les fédéralistes qui vont gagner.

Je m'explique. La première hypothèse, c'est que le OUI l'emporte : victoire sans équivoque des fédéralistes. La deuxième hypothèse prend pour acquis que les indépendantistes ne peuvent voter OUI sous aucun prétexte, et qu'ils ne sont pas parmi les indécis non plus. Nous devons donc conclure qu'ils sont inclus dans les 43 % de personnes sondées qui se déclarent en faveur du NON. Ce qui veut dire qu'il y a encore 57 % des gens qui ne veulent pas de la souveraineté.

Ce qui est encore plus alarmant, c'est que dans le camp du NON, on retrouve un grand nombre de fédéralistes : les Pierre-Elliott Trudeau, Jean Allaire, Peter Blaikie, Mario Dumont et autres. Ce qui équivaut à quel pourcentage dans le camp du NON ? Cinq pour cent ? Huit ? Davantage ? On ne le sait pas encore... Il est étonnant qu'il n'y ait aucun sondage qui puisse nous aiguiller.

De toute façon, dans l'hypothèse où le NON l'emporte, nous allons demeurer dans le statu quo fédéraliste. Et jamais, nous les indépendantistes, ne pourrions-nous être fiers de ce résultat.

Si nous en sommes là aujourd'hui, ce n'est certes pas la faute de Robert Bourassa. Peut-on lui reprocher d'avoir tout fait pour défendre sa position et d'en avoir pris les moyens ? Rappelons-nous qu'il est fédéraliste. Les véritables responsables, ce sont plutôt les leaders indépendantistes qui n'ont pas su assumer leurs responsabilités.

L'histoire récente du Québec est très éloquent. En 1990, après le rejet de Meech par d'autres provin-

ces, les sondages indiquaient clairement que les souverainistes avaient plus de 60 % d'appuis dans la population. Rappelons-nous le 25 juin 1990, quand 500 000 personnes marchaient dans les rues pour manifester leur désir d'un Québec souverain.

Pour contourner cette difficulté, Robert Bourassa, avec l'assentiment du Parti québécois, forme la commission Bélanger-Campeau pour discuter de l'avenir du Québec. Voilà que Robert Bourassa marque encore des points.

Étonnant également qu'à ce moment-là, les commissaires de Bélanger-Campeau, les Jacques Parizeau, Lucien Bourchard, Louis Laberge, Serge Turgeon, Lorraine Pagé et Gérard Larose, forment le Mouvement Québec 91, dont l'objectif est de faire pression sur le gouvernement Bourassa afin qu'il tienne un référendum sur la souveraineté en 1991. Mais voilà encore que Robert Bourassa « noie le poisson », ou plutôt « les poissons » : en concoctant la loi 150 pour la fin de l'année 1992, il gagne un temps précieux.

Est-il logique que ceux et celles

qui siègent à la commission Bélanger-Campeau soient les mêmes qui se retrouvent au même moment pour exiger un référendum en 1991, et que malgré ce fait, ils signent un rapport permettant au gouvernement de se rendre jusqu'en 1992 ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces leaders nationalistes ont manqué de cohérence...

Pourquoi n'ont-ils pas, à ce moment-là, quitté cette commission et posé un geste politique en invitant les membres de leurs organismes respectifs à descendre dans la rue pour manifester leur désaccord ? Pour faire véritablement pression sur le gouvernement ?

Puisqu'ils ont confondu geste politique et négociations collectives, ils ont conclu une entente et formé le Mouvement Québec... 92 pour exiger un référendum en 1992 sur la souveraineté. Mais pendant tout ce temps, aucune campagne publicitaire, aucune organisation dans le but d'expliquer les avantages de l'indépendance.

Le PQ, avec d'autres, s'est uniquement concentré à commenter les négociations constitutionnelles.

Et le Mouvement Québec 92, pour faire pression sur le gouvernement, a organisé une petite manifestation à l'automne dernier, au Palais des congrès : en tout et par tout, 3500 personnes étaient présentes.

Ils ont également fait circuler une pétition où l'on devait recueillir plus d'un million de signatures — pétition maintes fois paraphée par les mêmes signataires. Elle devait être déposée le 24 juin dernier à l'Assemblée nationale : ce ne fut jamais fait. Et nous voilà exactement où Robert Bourassa voulait en arriver, avec un référendum sur les offres de Charlottetown.

C'est le monde à l'envers : le OUI, avec une campagne publicitaire plus nationaliste que le camp du NON, et en face, une campagne publicitaire qui nous dit qu'« à ce prix-là, c'est non » ! Mais à que prix, M. Parizeau, accepteriez-vous de dire OUI au Canada ? Au même prix que Jean Allaire ? Pour ma part, c'est clair : il n'y a aucun prix !

Nous sommes forcés de constater, malheureusement, que cette campagne se déroule davantage sur la crédibilité des politiciens que

sur des idées. Que le camp vainqueur sera tout simplement celui qui aura commis le moins d'erreurs médiatiques.

D'un côté comme de l'autre, nous manquons de grands leaders politiques. Personne n'a plus le charisme des René Lévesque et Pierre-Elliott Trudeau. Il nous reste plus qu'une seule chose à faire : faire confiance au peuple du Québec pour qu'un jour prochain, le plus tôt possible, il puisse s'exprimer en faveur du projet de l'indépendance du Québec. Non pas la pseudo-souveraineté de Jean Allaire, mais à celle des idées claires, à la Pierre Bourgault.

Qui fera cet appel au peuple ? Certes pas le gouvernement libéral. Peut-être pas non plus le Parti québécois, dont un très grand nombre de députés semblent plus préoccupés par la reconquête du pouvoir provincial que par l'indépendance.

Rappelons-nous qu'en neuf ans de pouvoir, ces individus n'ont rien accompli pour l'indépendance. Sol a déjà dit que « pour être un géant, il suffit de se tenir debout » !

Gary Becker, un Nobel à l'interdisciplinarité

François Grin

Chercheur invité au Centre de recherche et de développement en économie de l'Université de Montréal

LE JURY de Stockholm vient de décerner le Nobel d'économie 1992 à Gary Becker. Cette décision n'a rien d'inattendu, car les travaux profondément originaux du professeur de Chicago avaient depuis longtemps attiré l'attention. L'aspect important de la distinction accordée cette année est qu'elle témoigne, à travers le choix du lauréat, d'une prise de position en faveur de l'interdisciplinarité en sciences sociales.

En effet, Gary Becker est l'un des personnages clés du débat contemporain entre l'économie et la sociologie. Becker n'est pas seulement le premier à avoir appliqué l'analyse économique néo-classique à une foule de sujets réputés non économiques. Il a aussi fourni une réflexion profonde sur la méthodologie des sciences économiques, sa pertinence dans l'étude d'une variété de phénomènes sociaux, et la collaboration entre les concepts développés dans différentes sciences sociales.

On retrouve dans les écrits de Becker un ensemble de concepts qu'il a forgés en partant de la rationalité fondamentale de la théorie économique néo-classique : toute forme de comportement humain (et, dira-t-il en 1981, pas seulement humain, mais animal aussi) peut être interprétée comme le résultat de la volonté de tout individu de maximiser sa satisfaction, sous la

La « satisfaction des besoins » n'est pas qu'une affaire matérielle.

contrainte de ressources financières et temporelles limitées.

Dans un article fondamental publié en 1965, Becker expose les bases techniques de cette approche, qui a depuis lors été reprise par de nombreux économistes pour étudier des questions aussi variées que la relation complexe entre le nombre d'enfants et l'investissement que les parents consentent pour leur formation, les dépenses de santé, la pratique de la religion, la participation aux activités criminelles, le comportement linguistique des personnes bilingues, la répartition des tâches domestiques dans un ménage ou l'extinction d'espèces animales.

L'adjectif « beckerien » fait désormais partie du vocabulaire des économistes pour décrire cette approche au comportement.

Une économie du comportement

L'hypothèse de départ est simple, mais féconde : même si l'on admet, à l'instar de la grande majorité des économistes, que les individus (et aussi, sous certaines conditions, les groupes) ont pour but de maximiser leur satisfaction, et qu'ils emploient pour cela les ressources dont ils disposent, cela n'implique nullement (et c'est là que Becker diverge de l'essentiel de la

théorie économique) que ce schéma soit limité à la consommation de biens matériels et à l'usage de ressources financières. En effet, il n'existe aucune raison a priori de limiter l'éventail des objectifs poursuivis et des moyens mis à disposition.

Si l'économie est définie comme manière d'appréhender le comportement humain sous cet angle, elle peut donc s'appliquer à n'importe quel aspect de comportement.

Ainsi, Becker suppose que la satisfaction qu'éprouve l'acteur (ou, dans le jargon des économistes, son « utilité ») n'est pas simplement une fonction croissante du nombre de voitures qu'il possède, de la quantité de biens de consommation qu'il achète ou de la fortune dont il dispose. Au contraire, souligne Becker, il ne s'agit là que de moyens, que l'acteur utilise, en prenant un certain temps, pour produire des commodités complexes. Les commodités en question peuvent également être décrites comme des activités.

Ainsi, ce n'est pas la voiture, mais le voyage qui est la véritable source de satisfaction. Il est produit par l'acteur en combinant l'usage d'une voiture, d'une certaine dépense en essence, en assurance, etc., et d'un certain temps. La traditionnelle courbe de demande pour les voitures — comme, du reste, pour n'importe quel bien ou service marchand — peut alors être reconstruite à partir de la demande implicite pour les commodités, elles-mêmes dotées d'un prix implicite.

Cette notion se retrouve dans le langage courant : chacun admet ainsi

que « la santé a un prix » ; il ne s'agit pas, bien sûr, d'un prix au même titre que celui de la livre de pommes achetées au marché, mais du prix implicite de la santé, produite par chacun en combinant l'achat de médicaments ou autres produits de soins, et l'usage d'un certain temps pour se reposer ou se maintenir en forme. Le raisonnement appliqué au voyage ou à la santé peut être appliqué à une foule de comportements humains.

L'approche beckerienne renouvelle donc en profondeur l'analyse économique des choix du consommateur, notamment la problématique de la complémentarité et de la substituableté entre les biens ; elle renforce la crédibilité de l'hypothèse habituelle de stabilité des goûts des acteurs (hypothèse sans laquelle des pans entiers de la théorie microéconomique seraient bons à jeter) : au lieu que les goûts soient exprimés en termes de biens et services marchands eux-mêmes, ils sont définis en référence aux commodités que les agents produisent. Par exemple, un goût stable pour une allure vestimentaire élégante permet de rendre compte de l'apparente instabilité dont font preuve les consommateurs qui se détournent régulièrement de certains vêtements en faveur de nouveautés.

Enfin, l'approche beckerienne est aussi à la base de la première véritable théorie économique de l'allocation du temps, traité comme un facteur de production clef dans la pratique de l'agent.

Un pont avec la sociologie

Les contributions de Becker jettent donc un pont entre l'économie et la sociologie, et il est certain que ses recherches ont ouvert aux praticiens des deux disciplines d'un fructueux terrain d'échanges. Bien que le lauréat affirme, dans un entretien accordé en 1988, qu'il avait, dans ses jeunes années, renoncé à la sociologie qui lui avait paru « trop difficile » après avoir lu Talcott Parsons, il est devenu professeur à la fois en économie et en sociologie à l'Université de Chicago.

Bien sûr, l'approche beckerienne, et sa contribution à la compréhension de problèmes de comportement complexes, ne fait pas l'unanimité : en particulier, elle se fait fréquemment taxer d'impérialisme (vocabulaire que Becker ne récuse du reste pas), non seulement parce qu'elle transpose à des thèmes traditionnellement « sociologiques » l'instrumentation formelle de l'économie, mais aussi parce qu'elle impose le réductionnisme obstiné d'une théorie qui suppose les agents animés par l'unique préoccupation de la maximisation d'utilité sous contrainte.

Cette vision du comportement humain est remise en cause par les tenants du courant dit anti-utilitariste, pour lesquels l'hypothèse de la maximisation d'utilité sous contrainte n'est rien d'autre qu'une tautologie creuse, qui évacue les valeurs, tant culturelles que morales, qui jouent un rôle primordial dans le comportement.

Mais ceci renvoie en fait à un débat de fond en sciences sociales, qui dépasse le cadre de la seule méthodologie et soulève des questions épistémologiques : jusqu'où, et sous quelles conditions, est-il admissible de modéliser les phénomènes, c'est-à-dire d'en proposer une représentation simplifiée et abstraite ? De privilégier, pour ce faire, certains traits supposés essentiels et d'en laisser dans l'ombre d'autres jugés secondaires ? Le réel est-il fractionnable, décomposable ?

À l'évidence, les positions à cet égard peuvent être fort divergentes, et Becker se place, sans équivoque, près de l'une des extrémités d'un continuum : on y admet que la réalité est complexe, et que c'est précisément pour cette raison qu'il est radicalement impossible de la saisir dans toute sa complexité. Autant, dès lors, renoncer à l'analyser telle quelle, et analyser des représentations modélisées de la réalité. Ce que l'on perd en détail, on le gagne largement en clarté et en rigueur. Il reste, par ailleurs, que l'approche beckerienne est suffisamment souple pour être utilisée « à la carte », et dosée par chaque chercheur selon ses préférences méthodologiques propres.

Le choix du jury suédois, cependant, ne sanctionne pas l'adhésion à une méthodologie plutôt qu'une autre : il couronne une œuvre construite dans la durée. De tous les lauréats du Nobel d'économie, Becker est sans conteste l'un de ceux dont les intérêts et les contributions couvrent les domaines les plus larges.

Du fait de leur souplesse et de leur applicabilité à une foule de questions passionnantes, les concepts qu'il a développés sont appelés à exercer pour longtemps une influence profonde.

Nouvelle romanisation en Amérique latine

2 — L'évolution des textes officiels ou l'instauration d'une « dogmatique moderne »

André Corten

Professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal, auteur de

Les peuples de Dieu et de la forêt Paris/Montréal, L'Harmattan/VLB.

LES DOCUMENTS de l'Église s'élaborent selon les principes du « centralisme démocratique ». Large consultation à partir de directives données par le Pape, rédaction, en étroit contact avec le Vatican, de textes de synthèse des différents apports.

En visite en Haïti en 1983, le Pape évoquait la nécessité de la tenue d'une IVe Conférence du CELAM, la même année le Saint-Siège entreprenait une consultation auprès de l'épiscopat latino-américain sur le thème et le lieu de cette Conférence.

Une tortueuse bataille de textes

En plus de l'Instrument préparatoire, précédé de deux textes préliminaires (1988-1989), quatre documents vont circuler dans les multiples réunions nationales et régionales de Conférences d'évêques et de religieux. Le Document de consultation (DC) rédigé en avril 1991, reste très européen-centriste, il débute par un paragraphe sur l'« occidentalisation du monde ».

Une première synthèse — très édulcorée — de tous les « apports » depuis l'Instrument jusqu'au Document de consultation paraît dans la Prima relatio, diffusé en octobre 1991. Les réactions sont de plus en plus vives. Une deuxième synthèse s'avère nécessaire. La Secunda relatio — février 1992 — reflète les opinions de l'épiscopat latino-

américain. Accueillie positivement, elle comporte un appareil critique de détail.

Commentée pastoralement « en vue d'aider à la réflexion sur la IVe Conférence » — et alors que le Document de travail ne circule pas — elle donne l'impression aux fidèles d'Amérique latine qu'on est bien dans la ligne de Medellín et Puebla. On y parle des pauvres, « victimes de la modernité ».

À propos de l'évangélisation, on lit : « Il faut avoir le courage de reconnaître que l'évangélisation signifia, dans le passé colonial, le support culturel à la Conquête... ». Il est nécessaire de reconnaître les erreurs du passé (...) et de demander pardon pour les fautes commises contre l'Évangile... Par conséquent, on ne peut libérer les conquérants de la responsabilité objective de l'effondrement démographique... « La Conquête hispano-lusitanienne est le commencement d'un accroissement incessant de la traite des Noirs, soumis à l'esclavage. C'est le péché majeur de l'expansion coloniale de l'Occident. »

L'embarras du Vatican est grand quoique cette Secunda relatio est conçue comme la synthèse des apports et non comme une version du Document. L'embarras se manifeste par le retard mis dans la publication du Document de travail, retard souligné par l'influente revue catholique espagnole Vida Nueva. Des rumeurs circulent sur une intervention musclée mais avortée de la Curie.

Finalement, c'est bien du travail des huit théologiens choisis par le CELAM qu'est issu le document. L'embarras du Vatican se manifeste aussi dans la désignation du cardinal Angela Sodano, secrétaire d'État du Vatican, comme membre de la présidence de la IVe Conférence.

Cette désignation est interprétée comme

un désaveu du cardinal Nicolas Lopez Rodriguez, archevêque de Santo Domingo, jugé incapable de maîtriser la tourmente qui s'annonce. Le Document de travail, rendu public fin juin 1992, marque une sérieuse inflexion par rapport à la Secunda relatio. En particulier, bien sûr à propos de la théologie de la libération.

En plus de l'affirmation appuyée d'une « modernité chrétienne », y apparaît une stratégie nouvelle vis-à-vis des églises protestantes non-traditionnelles : à usage externe mais surtout interne.

Sectes pseudo-religieuses ou « nouveaux mouvements religieux »

Dans un discours à la IIe Assemblée plénière de la Commission pontificale pour l'Amérique latine, Jean-Paul II avait, le 14 juin 1991, fixé les tâches d'une nouvelle stratégie évangélisatrice en mentionnant la « grave avance des sectes ».

À juste titre, cela paraît une préoccupation pour l'Église catholique. Ce que celle-ci appelle les sectes — en particulier les églises pentecôtistes — sont en expansion constante depuis une vingtaine d'années à tel point qu'on avance la projection de 40 % de chrétiens d'Amérique latine en l'an 2000.

Deux stratégies avaient été adoptées face à ce qui est maintenant appelé dans le Document de travail des « nouveaux mouvements religieux ».

Premièrement et traditionnellement, celle de l'anathème. Très récemment encore lors de sa 33e Assemblée ordinaire tenue en juin 1992, le CELAM avait émis un message accusant les sectes d'attenter à « l'identité culturelle de nos pays, la matrice catholique ». Quelques mois plus tôt, le secrétaire exécutif

du CELAM avait déclaré à Saint-Domingue que les sectes « sont des mouvements pseudo-religieux qui attendent à la dignité de la personne humaine (...), ce sont des mouvements politiques et économiques déguisés en mouvements religieux, (...) mais on sait d'où vient le financement des sectes, de la part des grands capitalistes (...) Nous dénonçons les sectes non pas parce qu'ils nous enlèvent des adeptes mais parce qu'ils violent les libertés ».

La seconde stratégie est théologique. La deuxième partie du document est consacrée dans la Secunda relatio comme dans le Document de travail à la réflexion théologique. Entre les deux, un changement important qui peut passer inaperçu aux yeux des profanes.

La Relatio élaborait plutôt à partir de l'Esprit-Saint, le Document résolument à partir du Christ. L'Église a été fondée par le Christ — c'est à ce titre que l'Église romaine a une légitimité par rapport à toutes les autres Églises. L'Église est conçue comme le corps du Christ, avec une tête et des membres. Conception qui inspire la structure hiérarchique de l'Église romaine comme elle inspire la conception du corps politique présente dans la pensée politique occidentale.

En faisant changer le concept théologique, le Vatican fait d'une pierre deux coups. D'une part, ne plus se battre sur le terrain de l'adversaire (les « nouveaux mouvements religieux ») où le concept théologique d'Esprit-Saint est fondamental. D'autre part, couper avec l'interprétation « ecclésiologique » que ce concept permettait, à la suite de Vatican II, de mettre en oeuvre : une Église-peuple de Dieu où les charismes du Saint-Esprit se répandent sans souci de la hiérarchie.

Une assimilation « renouée » du Concile Vatican II

Plusieurs Conférences épiscopales latino-américaines — l'Argentine, la Brésilienne, la Bolivienne, etc. — et les Conférences de religieux ont fait savoir leur déception face au Document de Travail. À côté de celui-ci, pourraient être déposés sur la table de la Conférence de Santo Domingo des documents émanant de ces Conférences mais aussi des « prêtres dissidents ».

Dans la Secunda relatio, la ligne directrice est de ne « pas faire marche arrière, d'éviter une certaine involuption par rapport au processus commencé par les Conférences de Medellín et Puebla (SR, 13). Dans le Document de travail, on parle d'assimilation renouée de Vatican II. Quels que soient les savants dosages sur les énoncés, l'« effet de sens » qui se dégage de la lecture du Document de travail est celui d'une profonde inflexion par rapport à la Secunda relatio mais aussi par rapport à Vatican II.

Cette inflexion ne peut pas simplement être qualifiée de « conservatrice ». Il s'agit d'une révolution à l'envers, d'une involuption vers une dogmatique moderne. La question qui se pose, au moment où se déroule la Conférence, est de savoir si celle-ci sera le champ d'une bataille de mots, la tendance théologie de la libération se contentant de quelques énoncés derrière lesquels elle pourrait se réfugier pour continuer son action tout en restant dans l'Église, ou d'un débat sur la conception sociétale de l'Église et ses implications sur le monde des pauvres en Amérique latine.

(Fin)

L'équipe du DEVOIR

LA REDACTION Journalistes : à l'Information générale et métropolitaine : Claude Beauregard, Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Pierre Cayouette, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur, Jean-Denis Lamoureux, Louis-Guy L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Laurent Soumis, Guy Taillefer, Danny Veaz, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographe); à l'Information culturelle : Michel Bélar (responsable), Yves D'Avignon, Paule Desrivières, Marie-Laurie, Robert Lévesque, Odile Tremblay (Le Plaisir des livres); à l'Information économique : Gérard Bérubé (responsable), Robert Dutriscac, Catherine Lescaze, Jean-Pierre Legault, Serge Truffaut; à l'Information internationale : Jocelyne Goulet (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Sylviane Tremier, Clément Trudel; à l'Information politique : José Boileau, Jean Dion, Pierre O'Neill, Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa); à l'Information sportive : Rolland-Yves Carignan; Suzanne Marchand (adjointe à la direction), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (commiss), Danielle Cantara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle, Christiane Vaillant (clavistes), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction). LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Maron Scott, Sylvie Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ Lise Millette (directrice), Jacqueline Avril, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major (publicitaires), Marie-France Turgeon, Micheline

Turgeon (maquettistes); Johanne Brunet (secrétaire). L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables), Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Marie-France Légaré, Raymond Matte, Nathalie Parrier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), Raymonde Guay (responsable du financement privé). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Monique Corbeil (adjointe), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zaida, Rachel Leclerc-Vanne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), Louise Paquette, Nathalie Thabet. LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Maron Blanchette, Serge César, Dominique Charbonnier, Marlène Côté, Françoise Coulombe, Josée Lapointe, Sylvie Laporte, Jean Laurin, Pierrette Rousseau, Micheline Ruelland, Olivier Spéciel. LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, 743 rue Bourdeau, une division de l'Imprimerie Québecor Inc., 612 ouest rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Envoi de publication - Enregistrement no 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général (514) 844-3361; Abonnements : (514) 844-5738. LE DEVOIR (USPS) = 003708 is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limited, 211 rue St-Sacrement, Montreal, Quebec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. US POSTMASTER - send address changes to : Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.